

NIGER



18 mai 2020



Situation sécuritaire dans les régions de Tillabéri et de Diffa de janvier 2019 à mai 2020

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Introduction	4
1. Les acteurs du conflit dans la région de Tillabéri.....	5
1.1. Les groupes armés non étatiques opérant dans la région de Tillabéri	5
1.2. La réponse des autorités nigériennes et de leurs alliés.....	7
1.2.1. Les mesures de sécurité mises en œuvre.....	7
1.2.2. Les opérations antiterroristes.....	7
1.2.3. Exactions commises dans le cadre des opérations antiterroristes.....	9
1.3. Les facteurs propices à la persistance du conflit	9
1.3.1. Tensions intercommunautaires.....	10
1.3.2. Pression démographique et accès aux ressources naturelles	11
1.3.3. Métier des armes, trafics et banditisme	11
2. Les acteurs du conflit dans la région de Diffa	12
2.1. Les groupes armés non étatiques opérant dans la région de Diffa.....	12
2.2. La réponse des autorités nigériennes et de leurs alliés.....	14
3. Exactions imputées aux groupes armés non étatiques.....	16
3.1. Exactions commises contre des civils dans la région de Tillabéri.....	17
3.1.1. Une présence physique des GANE de plus en plus marquée.....	17
3.1.2. Attaques et exactions à l'encontre de civils	17
3.1.3. Assassinats et enlèvements de chefs traditionnels.....	18
3.1.4. Incendies volontaires d'écoles	18
3.2. Exactions commises contre des civils dans la région de Diffa	19
4. Les conséquences humanitaires du conflit	21
4.1. Dans les régions de Tillabéri et de Tahoua	21
4.2. Dans la région de Diffa	22
4.3. Dans la région de Maradi.....	23
5. Chronologie des incidents sécuritaires	24
5.1. Chronologie des incidents sécuritaires dans la région de Tillabéri.....	24
5.2. Chronologie des incidents sécuritaires dans la région de Diffa	26
5.3. Chronologie des événements survenus dans d'autres régions du pays.....	29
Bibliographie	32

Résumé : Depuis janvier 2019, plusieurs régions du Niger ont été le cadre de violences commises par des groupes armés non étatiques. Dans la région de Tillabéri, des individus se réclamant de l'EIGS, ou d'autres groupes djihadistes, se sont livrés à des attaques contre des civils et les forces de sécurité, et ont soumis les populations locales à diverses exactions (incendies d'école volontaires, menaces et intimidations, taxes sur le bétail, enlèvements et meurtres de leaders communautaires, etc.). Dans la région de Diffa, plusieurs factions issues de Boko Haram ont fait subir des violences aux populations locales tout en poursuivant leurs attaques contre les forces de sécurité. En réponse à ces agissements, les autorités nigériennes ont pris dans ces deux régions des mesures sécuritaires qui imposent de nombreuses restrictions aux communautés locales, et ont prorogé à plusieurs reprises l'état d'urgence. En parallèle, les forces armées nigériennes ont mené des opérations antiterroristes, en partenariat avec des armées occidentales ou régionales (les pays membres du GS Sahel) et des milices progouvernementales maliennes. Certaines de ces opérations antiterroristes auraient donné lieu à des exactions contre des civils. Dans ces deux régions, le conflit armé est entretenu par certains antagonismes interethniques entre des communautés qui se disputent l'accès aux ressources naturelles, et voient en l'adhésion à des groupes armés l'opportunité de poursuivre, ou de faire prospérer, leurs activités professionnelles (pêche, agriculture, commerce, élevage). Les violences commises par les groupes armés non étatiques, combinées aux mesures gouvernementales et aux opérations antiterroristes, ont en outre entraîné un fort ralentissement de l'activité économique et d'importants mouvements de population. Dans ces deux régions, un grand nombre de déplacés internes et de réfugiés venus de pays limitrophes sont confrontés à des situations particulièrement critiques, en particulier dans les zones difficilement accessibles aux acteurs humanitaires.

Abstract : Since January 2019, various Niger areas have been submitted to armed groups violence. In Tillabéri area, some militants related to EIGS or to other jihadists groups have led attacks against civilian and security forces and have committed various types of exaction against civilian (schools burnt down, threats and intimidations, taxes on livestock, abductions and murders against community leaders, etc.). In Diffa area, various factions descended from Boko Haram have submitted civilian to violence and have pursue their attacks against security forces. Responding to this action, Niger authorities have taken security measures that impose many restrictions to civilian and have extended several times state of emergency. Simultaneously, Niger armed forces have led counterterrorist operations with some western and regional armies (members of G5 Sahel), and with some progovernment Malian militias. In these two areas, armed conflict is also fueled by inter-ethnic antagonisms between some communities in competition for natural resources access, that see adhesion to an armed group as a way to pursue, or to make fructify, their professional activities (trade, fishing, farming and livestock). In addition, violence committed by armed groups, combined with counterterrorist operation and state security measures, have led to a deep economic slow-down and to massive movement population. In these two areas, numerous IDP and refugees coming from bordering countries are living in a critical situation, notably in places difficult to reach for humanitarian actors.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Introduction

Diverses sources mettent en exergue une dégradation constante de la situation sécuritaire dans plusieurs régions nigériennes (les régions de Diffa et de Tillabéri, ainsi que certains départements de la région de Tahoua) au cours de l'année 2019.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA), « avec plus de 250 personnes civiles tuées et plus de 250 enlèvements, le bilan 2019 de la crise sécuritaire sur les frontières a atteint des chiffres jamais enregistrés »¹.

L'agence de presse *Xinhua* souligne que l'année 2019 a été marquée par « une recrudescence sans précédent des attaques terroristes, ayant provoqué la perte de plusieurs centaines de civils et militaires, des milliers de déplacés et plusieurs écoles fermées dans les zones concernées »².

En novembre 2019, Bintou Keita, sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique, indique que le Niger a enregistré 118 attaques depuis le début de l'année 2019, contre 69 au cours de la même période en 2018³.

Depuis le début de l'année 2019, la région de Diffa est le cadre d'une hausse des attaques revendiquées par le groupe *Islamic State in West Africa Province* (ISWAP). Entre janvier et avril 2019, plus de 60 incidents de sécurité y ont été enregistrés, soit un chiffre supérieur aux moyennes annuelles enregistrées dans la région depuis la première attaque commise à Diffa par *Boko Haram* (BH), en 2015⁴.

A l'été 2019, selon *Médecins sans frontières* (MSF), la région de Diffa a connu « des épisodes de violence extrême presque chaque jour à l'encontre des populations civiles, tels que des assassinats, des attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés, des enlèvements contre rançon, des tirs, des incendies criminels, des pillages »⁵.

Dans la région de Tillabéri, « la situation sécuritaire se dégrade depuis des années du fait de la circulation des armes et de la montée des tensions entre les communautés »⁶ et a « continué de se dégrader tout au long de l'année 2019, avec des périodes plus critiques les unes que les autres »⁷.

En 2019, cette région a subi les assauts de diverses organisations terroristes⁸. D'octobre à décembre 2019, les attaques se sont multipliées « soit directement sur les populations civiles, soit lors d'affrontements dans les zones habitées par celles-ci »⁹. En outre, deux attaques extrêmement meurtrières ont récemment visé des soldats des Forces armées nigériennes (FAN) : contre la base militaire de Chinégodar le 8 janvier 2020 (89 morts) et contre la base militaire d'Inates le 10 décembre 2019¹⁰ (71 morts)¹¹.

¹ OCHA, « Niger, Rapport de situation », dernière mise à jour le 26 septembre 2019.

² Xinhua, « (Bilan 2019) Dégradation continue de la situation sécuritaire au Niger », 01/01/2020.

³ Le Monde, « La zone des « trois frontières », point brûlant de la guerre au Sahel », 27/11/2019.

⁴ Institute for Security studies (ISS), « What doesn't break Boko Haram in Niger makes it stronger », 28/05/2019.

⁵ Sahelien.com, « Niger : à Diffa, la situation sécuritaire reste précaire », 15/08/2019.

⁶ International Crisis Group (ICG), « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », Rapport Afrique N°261, juin 2018

⁷ Protection Cluster et UNHCR, « Rapport d'analyse des données de monitoring de protection, Tillabéri - décembre 2019 », 25/02/2020.

⁸ Xinhua, 01/01/2020, art.cit.

⁹ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit

¹⁰ France Info, « Le Niger pris dans la spirale des attaques jihadistes », 06/04/2020.

¹¹ Xinhua, 01/01/2020, art.cit.

Cette dégradation a conduit le gouvernement à décréter en novembre 2018 l'état d'urgence dans trois nouveaux départements de la région de Tillabéri (Say, Torodi et Téra). La mesure, qui accorde notamment des pouvoirs supplémentaires aux forces de sécurité, dont celui d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit, est en vigueur depuis mars 2017 dans cinq autres départements de la région de Tillabéri (Ouallam, Ayérou, Bankilaré, Abala, Banibangou)¹².

Selon l'Agence de presse nigérienne, en septembre 2019, le gouvernement a prorogé l'état d'urgence dans toute la région de Diffa (où l'état d'urgence est en vigueur depuis février 2015), dans deux départements de la région de Tahoua¹³ (Tassara et Tillia), et dans huit départements de la région de Tillabéri (Ouallam, Ayérou, Bankilaré, Abala, Banibangou, Say, Torodi, Téra)¹⁴.

Toutefois, une carte publiée par OCHA semble indiquer qu'en 2019, l'état d'urgence était en vigueur dans dix départements de la région de de Tillabéri.¹⁵

1. Les acteurs du conflit dans la région de Tillabéri

1.1. Les groupes armés non étatiques opérant dans la région de Tillabéri

Des groupes djihadistes ont su tirer profit « des désordres locaux engendrés par la crise malienne de 2012 pour s'implanter dans la région, en recrutant des combattants, parfois occasionnels, parmi les communautés les plus fragiles, et en exploitant les rancœurs des communautés nomades les unes envers les autres, ainsi que leur méfiance envers l'Etat »¹⁶.

En janvier 2013, « l'opération militaire française Serval provoque la débandade des jihadistes dans le Nord du Mali. Beaucoup des jeunes recrues, en particulier les Peul, retournent au Niger avec l'accord tacite de l'Etat, qui tente de négocier le retour pacifique et le désarmement des membres des groupes armés, avec lesquels il a gardé contact tout au long de l'année 2012. Refusant d'intégrer ces combattants aux forces de sécurité, comme certains d'entre eux le demandent, l'Etat ne parvient pas à les démobiliser. Ayant conservé leurs armes, ils ne restent pas longtemps inactifs »¹⁷.

Selon *International Crisis Group* (ICG), « le foyer jihadiste qui s'est développé à la frontière [nigéro-malienne] ne constitue pas un mouvement unifié. Plusieurs groupes y coopèrent de manière pragmatique, sans nécessairement former un mouvement unique. Certains sont affiliés à des organisations plus structurées et concurrentes comme les branches locales d'Al-Qaïda ou de l'Etat islamique (EI). Mais sur le terrain, cela n'affecte pas nécessairement la stratégie des différents éléments qui se mélangent souvent au gré des opérations ». De plus, « l'importante fluidité entre groupes armés, jihadistes ou non, explique que de nombreux combattants aient changé d'affiliation ces dernières années »¹⁸.

¹² Le Monde, « Terrorisme : Niamey décrète « l'état d'urgence » dans trois départements proches du Burkina Faso », 01/12/2018.

¹³ NDLR : selon des données fournies en 2012 par la Direction générale de la décentralisation et des collectivités territoriales (DGDCT), la région de Tahoua compte 12 départements : Abalak, Bagaroua, Birni N'Konni, Bouza, Illéla, Keita, Madaoua, Malbaza, Tahoua, Tassara, Tchintabaraden, Tillia.

¹⁴ Agence nigérienne de presse (ANP), « Prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa et de Tillabery », 21/09/2019.

¹⁵ OCHA, « Niger, Rapport de situation », dernière mise à jour le 26 septembre 2019, [url](#)

¹⁶ ICG, juin 2018, art.cit.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

D'après l'agence de presse *Xinhua*, la région de Tillabéri a subi en 2019 les assauts de plusieurs organisations terroristes, notamment de groupes proches d'*Al-Qaïda au Maghreb islamique* (AQMI), d'*Ansar Dine*, et d'autres mouvements basés dans le Nord du Mali.¹⁹ Toutefois, la plupart des sources consultées indiquent que le groupe terroriste le plus visible dans la région de Tillabéri est aujourd'hui l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

L'EIGS est né en 2015 de la fusion de groupes terroristes préexistants. Le chef de ce groupe se dénomme Adnane Abou Walid al Sahraoui. Né en 1973 au Sahara occidental, il serait le petit-fils d'un chef sahraoui et appartiendrait à une famille fortunée et dotée d'un puissant réseau de contacts. En 2015, au nom d'*Al-Mourabitoune*, Al Sahraoui prête unilatéralement allégeance au chef de l'*Etat islamique d'Irak et du Levant* (ISIS), Abou Bakr al-Baghdadi. Cependant, Mokhtar Belmokhtar²⁰ rejette cette allégeance et réaffirme la loyauté d'*Al-Mourabitoune* à *Al-Qaïda*. Al Sahraoui rompt alors avec *Al-Mourabitoune* et forme le groupe aujourd'hui connu sous le nom d'EIGS. La revendication d'Al Sahraoui est officiellement reconnue par Abou Bakr al-Baghdadi en octobre 2016, à la suite d'importantes opérations menées par l'EIGS au Niger et au Burkina Faso²¹.

Initialement, l'EIGS opérait principalement au Mali, autour de la ville de Ménaka, et parfois dans la région de Mopti. A partir de 2017-2018, le groupe étend son champ d'action à la région de Tillabéri, à la région du Gourma au Mali, et à l'est du Burkina Faso. Désormais, l'EIGS se distingue par l'étendue géographique de son activité, « qui s'étale sur quelque 800 km le long de la frontière entre le Mali et l'ouest du Niger, ainsi que sur environ 600 km le long de la frontière entre le Burkina Faso et le Niger »²². Doté de capacités d'action dans les trois pays de la zone dite des trois frontières, « où se rencontrent sans délimitation physique les territoires du Mali, du Burkina Faso et du Niger », l'EIGS nie les frontières et projette d'y instaurer un califat²³.

Malgré sa séparation officielle du réseau d'AQMI, l'EIGS continue de collaborer avec des groupes affiliés à cette organisation. Bien qu'il s'appuie sur le label Etat Islamique (EI) pour accroître sa notoriété - l'EI étant perçu comme un réseau mondial puissant – dans les faits, « l'EIGS ressemble bien à une branche d'AQMI et fonctionne selon ses propres structures organisationnelles, avec ses propres objectifs et ressources »²⁴.

Lors de certaines attaques, les séparations entre les groupes djihadistes sont abolies. Ainsi, selon une source diplomatique citée dans un article paru dans *Le Monde* paru en novembre 2019 : « Il est très probable que ce sont les mêmes hommes qui ont attaqué Boulikessi et Indelimane²⁵, mais que l'EIGS et le GSIM [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans] se soient après répartis les communiqués de revendication [...] Plusieurs messagers ont été interceptés depuis 2017 alors qu'ils faisaient la navette entre des bases de l'EIGS au

¹⁹ Xinhua, 01/01/2020, art.cit.

²⁰ NDLR : Mokhtar Belmokhtar est l'un des principaux artisans du ralliement des djihadistes algériens à *Al-Qaïda* qui aboutit en 2007 à la formation d'AQMI. Il est aussi le premier chef d'AQMI à s'implanter hors d'Algérie, dans des pays sahéliens, principalement au Mali. En décembre 2012, en conflit avec les autres chefs d'AQMI, il fonde son propre mouvement : *Les Signataires par le sang*. En août 2013, son groupe fusionne avec le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) pour former *Al-Mourabitoune* dont il devient émir en juillet 2015. Il rallie finalement de nouveau AQMI en décembre 2015. En mars 2017, les chefs djihadistes d'*Ansar dine*, d'AQMI, de la *Katiba Macina* et d'*Al-Mourabitoune* annoncent dans une vidéo leur unification en une seule structure : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), dirigé par Iyad Ag Gali, qui prête allégeance à Ayman al-Zawahiri (émir d'*Al-Qaïda*), Abdelmalek Droukdel (émir d'AQMI) et à l'émir des talibans. Mokhtar Belmokhtar n'est pas présent sur la vidéo, mais il est représenté par son adjoint, Abou Hassan al-Ansari.

²¹ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Comment l'Etat islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel », 21/06/2019.

²² *Ibid.*

²³ *Le Monde*, 27/11/2019, art.cit.

²⁴ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21/06/2019, art.cit.

²⁵ NDLR : le camp militaire de Boulikessi a été attaqué du 29 septembre au 1^{er} octobre 2019. Dans un communiqué revendiquant cet attentat, le GSIM affirme avoir tué 85 soldats maliens lors de cette attaque. Le camp militaire d'Indelimane a été attaqué le 1^{er} novembre 2019. Selon le gouvernement malien, 49 civils et militaires ont perdu la vie lors de cette attaque. Les deux camps sont situés en territoire malien, dans la zone des trois frontières.

Niger et des groupes issus de la mouvance Ansaroul Islam au Burkina Faso, alors qu'historiquement, ces derniers sont plus proches du GSIM »²⁶.

En septembre 2019, le Président nigérien a accusé certains groupes armés maliens de collusion avec les djihadistes opérant dans l'ouest du Niger. Ces accusations visent particulièrement les anciens rebelles de la Coalition des mouvements de l'Azawad (CMA) qui, selon certaines sources médiatiques, auraient facilité l'attaque commise le 1^{er} juillet 2019 (revendiquée par l'EIGS) contre un camp militaire nigérien à Inates²⁷.

1.2. La réponse des autorités nigériennes et de leurs alliés

1.2.1. Les mesures de sécurité mises en œuvre

En mars 2017, les autorités nigériennes « déclarent l'état d'urgence pour les régions de Tillabéri et Tahoua. Elles limitent, ou interdisent dans certaines zones, la circulation de véhicules, en particulier les motos. Seize marchés, suspectés d'approvisionner en vivres les groupes jihadistes, sont fermés [...] Ces mesures [...] pèsent sur l'économie locale et génèrent des frustrations. Les populations les perçoivent parfois comme une punition collective, alors que les groupes jihadistes actifs à la frontière s'en prennent assez rarement aux civils. Fin 2017, des élus et notables de la région de Tillabéri se mobilisent et persuadent l'Etat de renoncer à son projet de déplacement forcé des populations villageoises hors des zones d'activité militaire »²⁸.

A la suite d'une attaque contre le camp militaire d'Inates le 1^{er} juillet 2019, « longtemps considéré comme une source de sécurité par les populations », les autorités durcissent les conditions de l'état d'urgence (interdictions d'allumer une lampe torche la nuit, de mouvements hors du village, de courir, etc.). De plus, le 15 juillet 2019, le meurtre du chef de groupement par intérim, survenu peu après l'assassinat du principal chef, provoque le déplacement de toute la population du chef-lieu de la commune d'Inates vers Ayérou.²⁹

Le 1^{er} janvier 2020, les autorités décrètent l'interdiction d'utiliser des motos dans toute la région de Tillabéri, de jour comme de nuit, pour juguler les incursions des djihadistes qui opèrent le plus souvent à moto³⁰. Le 18 janvier 2020, des centaines de personnes manifestent contre cette interdiction, et entendent protester contre les restrictions à la liberté de circulation et contre la dégradation de la situation sécuritaire³¹.

Les autorités ont en outre ordonné la fermeture de certains marchés qui, selon le gouverneur de la région de Tillabéri, « alimentent les terroristes en carburant et en céréales »³².

1.2.2. Les opérations antiterroristes

Différents acteurs sécuritaires collaborent avec les FAN dans le cadre des opérations antiterroristes menées dans la région de Tillabéri.

Les FAN travaillent en étroite collaboration avec les armées américaine et française dans le cadre d'opérations de formation et de renseignement. De plus, elles mènent

²⁶ Le Monde, 27/11/2019, art.cit.

²⁷ ICG, « Crisis Watch August 2019 », 31/08/2019.

²⁸ ICG, juin 2018, art.cit.

²⁹ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

³⁰ France Info, 06/04/2020, art.cit.

³¹ Crisis Watch Janvier 2020

³² France 24, « Niger : série d'attaques meurtrières dans l'Ouest », 10/05/2020.

ponctuellement des opérations conjointes avec les armées française et américaine, mais seulement à la demande des autorités nigériennes³³.

En 2014, « une première opération, intitulée *Zarmaganda*, est mise sur pied dans le Nord-Tillabéri afin de sécuriser la frontière avec le Mali. Après une série d'attaques contre les forces de sécurité, le président Issoufou juge le dispositif insuffisant et le remplace en juin 2017 par l'opération *Dongo*, une force mieux armée et plus mobile [...] principalement basée à Tilwa »³⁴. L'opération *Dongo* (qui tire son nom d'une divinité mythologique songhaï, génie du feu et de la pluie faisant abattre le tonnerre à l'aide de sa hache) se compose de « 245 hommes formés et équipés en armes lourdes et hélicoptères Gazelle déployés en appui des troupes au sol »³⁵.

Le 1^{er} novembre 2019, les FAN lancent l'opération anti-terroriste *Almahaou*. Les soldats nigériens impliqués dans cette opération ont récemment collaboré avec des militaires français engagés dans l'opération *Monclar*. Lancée le 23 janvier 2020 à l'issue du sommet de Pau (*infra*), l'opération *Monclar* a duré deux mois. Elle visait à « neutraliser et maintenir une pression permanente sur les groupes armés terroristes dans le Liptako nigérien », et à « renforcer la coordination avec les FAN en les appuyant dans leurs opérations »³⁶.

Selon les autorités militaires françaises et nigériennes, la « réussite » de ces opérations a permis « de rassurer les populations locales » et favorisé « le retour des populations dans de nombreux villages jusqu'alors abandonnés en raison des attaques terroristes ». A cet égard, le ministre de la Défense nigérien estime que le sommet de Pau s'est traduit par une « coordination accrue » entre *Barkhane* et les FAN. D'après lui, l'opération *Almahaou* a conduit à « une nette amélioration sécuritaire au Nord de Niamey. Le bilan positif de cette opération est lié à l'opération *Monclar*, qui a donné un second souffle à l'opération nigérienne »³⁷.

Barkhane est une opération militaire menée par l'armée française, qui vise à lutter contre les groupes terroristes dans la région du Sahel. Lancée en août 2014, elle remplace les opérations *Serval* et *Epervier*. Selon le ministère français de la Défense, *Barkhane* « repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 5 100 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace »³⁸.

Des soldats de la force conjointe du G5 Sahel (Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso, Mauritanie) sont déployés dans la région des trois frontières. A terme, cette force doit compter 5 000 hommes. Le 13 janvier 2020, Emmanuel Macron et les chefs d'Etat de ces cinq pays sahéliens se sont réunis à Pau pour réaffirmer leur engagement à lutter ensemble contre le terrorisme au Sahel et préparer le renforcement de la coopération militaire³⁹. Cette rencontre a suscité des protestations au Niger, où des manifestants se sont rassemblés le 17 janvier 2020 à Niamey, pour réclamer le départ des forces françaises présentes en territoire nigérien⁴⁰.

³³ Sahelien.com, « Niger : malgré l'opération *Dongo*, la situation sécuritaire demeure alarmante à Tillabéri », 23/07/2019.

³⁴ ICG, juin 2018, art.cit.

³⁵ Sahelien.com, 23/07/2019, art.cit.

³⁶ Ministère des Armées [France], « BARKHANE : Opération *Monclar*, 3 questions au chef de corps du GTD Altor », dernière mise à jour le 06/04/2020.

³⁷ Ministère des Armées [France], « BARKHANE : Le ministre de la Défense du Niger en visite sur la base aérienne projetée de Niamey », dernière mise à jour le 10/04/2020.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ ICG, « Engager le dialogue au Sahel : à Pau un revirement stratégique est nécessaire », 13/01/2020.

⁴⁰ ICG, « Crisis Watch January 2020 », 31/01/2020.

Fin avril 2020, la France et les pays du G5 Sahel ont insisté sur l'envoi « dès que possible » de 500 soldats tchadiens dans la région des trois frontières. Le 10 avril 2020, « le président tchadien avait mis la pression sur ses partenaires en annonçant que son armée allait cesser de participer à des opérations hors des frontières tchadiennes. Lors du sommet de Pau, le président tchadien avait accepté d'envoyer un bataillon supplémentaire de 480 hommes dans la région des trois frontières, au sein de la force conjointe du G5 Sahel »⁴¹.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les FAN et les militaires français collaborent avec des groupes politico-militaires implantés au Mali, notamment le Groupe armé touareg imghad et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA).

Selon ICG, cette collaboration avec ces groupes non étatiques « répond à l'incapacité des opérations officielles comme la force du G5 Sahel, la MINUSMA⁴², ou même la force française Barkhane, à occuper efficacement et durablement les espaces ruraux⁴³.

1.2.3. Exactions commises dans le cadre des opérations antiterroristes

ICG estime que le recours à des « milices à base communautaire », telles que le GATIA et le MSA, exacerbe les tensions interethniques, comporte d'importants risques d'abus contre les civils, et suscite « d'inquiétantes réactions en chaîne qui poussent des groupes rivaux dans les bras des djihadistes ». Des allégations d'abus commis par les FAN et les groupes politico-militaires maliens, en particulier envers des communautés peules, ont ainsi été rapportées⁴⁴.

En juin 2017, « le ministre nigérien de la Défense s'est publiquement félicité de la « soif de vengeance » qui animait les militaires de l'opération Dongo. Un officier nigérien admet des cas d'abus mais les justifie par la difficulté de distinguer les jihadistes des simples pasteurs, car « tous possèdent aujourd'hui des armes de guerre ». Le niveau des abus commis au Niger par les forces de sécurité contre des civils dans les zones d'insurrection jihadiste apparaît cependant moins important qu'au Mali et au Burkina Faso »⁴⁵.

Selon la MINUSMA, au moins 95 personnes auraient été sommairement exécutées lors d'opérations militaires dans la région de Ménaka (Mali) au début de l'année 2018 ayant impliqué des éléments des forces armées maliennes, mais aussi du MSA et du GATIA. Cette version est contestée par le MSA et le GATIA, qui reprochent aux enquêteurs onusiens de ne pas s'être déplacés sur le terrain, ainsi que par les militaires français, qui estiment que les « personnes neutralisées » sont des combattants djihadistes, et non des civils⁴⁶.

Dès février 2018, des associations de Peul du Niger ont dénoncé des exécutions de civils, commises dans le cadre d'opérations antiterroristes par des membres du GATIA et du MSA. Accusés d'avoir tué des dizaines de civils, en majorité des pasteurs peul, ces groupes nient avoir commis des abus, mais ils admettent des pertes subies lors d'accrochages avec des groupes armés liés à l'EIGS⁴⁷.

1.3. Les facteurs propices à la persistance du conflit

Le conflit prévalant actuellement dans la région de Tillabéri est entretenu par la persistance de plusieurs facteurs concomitants.

⁴¹ Mali7.net, « Paris et G5 sahel sollicitent le Tchad dans la zone des trois frontières », 28/04/2020.

⁴² NDLR : MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

⁴³ ICG, juin 2018, art.cit.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

1.3.1. Tensions intercommunautaires

Dans la région des trois frontières, « la situation sécuritaire se dégrade depuis des années du fait de la circulation des armes et de la montée des tensions entre les communautés »⁴⁸.

En 2012, « alors que l'Etat malien fuit le Nord du pays, des groupes jihadistes prennent le contrôle de la région de Gao. Par opportunisme ou pour se protéger, de nombreux jeunes les rejoignent, dont certains viennent du Niger voisin. Début 2012, les communautés peul de la frontière voient avec inquiétude des jeunes Touareg et Dossaak [ou Daoussahak] rejoindre le Mouvement de libération nationale de l'Azawad (MNLA) et bénéficier de ses armes. Des jeunes Peul, dont beaucoup ont déjà fréquenté les groupes armés au Mali ou au Niger, rejoignent alors le camp jihadiste, perçu comme un rempart contre le risque d'hégémonie touareg »⁴⁹.

Selon ICG, « le recours à des groupes armés à base communautaire a accru les violences entre communautés et fait le jeu des jihadistes [...] Les tensions autour des ressources foncières et l'incapacité de l'Etat à réguler les conflits de manière pacifique ont encouragé les communautés à s'armer. Certains groupes ont eu accès aux armes avant d'autres, comme les populations touareg de la région frontalière, engagées dès les années 1990 dans des rébellions armées. Cela a créé des rapports de force locaux en leur faveur, permettant par exemple à des factions touareg ou à des individus de mieux asseoir leur contrôle sur des pâturages ou des points d'eau. Le banditisme, parfois héritier de formes anciennes de prédation par les nobles touareg, s'est également développé. Se sentant victimes de ces prédatons, les autres communautés, en particulier les Dossaak puis les Peul, ont cherché à leur tour à s'armer [...] Sur fond de luttes pour le contrôle de territoires et de ressources, l'appui à certains groupes armés interfère avec des dynamiques locales. Ceux qui ne sont pas soutenus par leur Etat ou les militaires français sont tentés de chercher l'aide des jihadistes. Cette tension prend nécessairement une dimension communautaire dans une région où les groupes armés s'organisent sur cette base. Dans ce contexte, la frontière entre le combattant jihadiste, le bandit armé et celui qui prend les armes pour défendre sa communauté est floue. Faire l'économie de cette distinction revient à ranger dans la catégorie « jihadiste » un vivier d'hommes en armes qui gagnerait au contraire à être traité différemment. Ce que Barkhane conçoit comme des opérations anti-jihadistes menées en coordination avec le MSA et le GATIA est perçu localement comme un appui français à certaines communautés contre d'autres »⁵⁰.

Néanmoins, les appartenances ethniques ne définissent pas systématiquement les allégeances⁵¹. Ainsi, selon une source citée dans un article paru en novembre 2019 dans *Le Monde*, bien que les Peuls constituent « la cible privilégiée des recruteurs djihadistes », l'EIGS se divise entre deux *katibas* (unités combattantes). L'une est principalement composée de membres d'un clan touareg, l'autre de membres de la communauté peule⁵².

Sous la pression des opérations militaires occidentales, les groupes djihadistes « cherchent à envenimer les tensions intercommunautaires. Pour les contrecarrer, il est tentant d'ajouter une « composante peul » à la coalition de groupes politico-militaires qui les combat ». Toutefois, selon ICG, « l'amélioration de la situation ne passe pas par l'implication d'un plus grand nombre de groupes politico-militaires dans les opérations contre-terroristes. Il faut au contraire réduire le nombre d'hommes en armes et recréer des liens pacifiés entre les communautés. Il y a urgence à le faire car le risque est

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Le Monde*, 27/11/2019, art.cit.

aujourd'hui réel de voir la situation à la frontière entre le Niger et le Mali dégénérer en conflits intercommunautaires »⁵³.

Ainsi, l'EIGS a su profiter « des griefs des communautés marginalisées pour recruter, en particulier (mais pas exclusivement) en ciblant les jeunes Peuls. Le manque de perspectives économiques, le sentiment d'un déclassement social et le besoin de protection contre le vol de bétail semblent avoir constitué des facteurs majeurs dans la décision de rejoindre l'EIGS ». ⁵⁴

Dans les trois pays de la zone des trois frontières, l'EIGS alimente parfois les divisions ethniques. En juin 2017, Al Sahraoui a menacé de s'attaquer aux populations touarègues si le GATIA et le MSA, des milices touarègues membres de la coalition de la Plateforme liée au gouvernement malien, ne reniaient pas les gouvernements nigérien, malien et français. En 2017 et 2018, l'EIGS a attaqué plusieurs campements, marchés et villages nomades de civils maliens, en ciblant principalement les Touaregs. Les combattants du MSA et du GATIA ont répliqué en tuant des éleveurs peuls. En février 2018, ces milices ont lancé une offensive conjointe contre l'EIGS dans la région des trois frontières. Cette campagne, ainsi que les frappes de *Barkhane*, a réduit la capacité de l'EIGS à opérer dans cette zone, mais elle a aussi accru les tensions entre communautés touarègues et peules et les risques de représailles intercommunautaires. En avril 2018, l'EIGS aurait orchestré le massacre de 40 Touaregs de la tribu daoussahak⁵⁵.

1.3.2. Pression démographique et accès aux ressources naturelles

Du fait de la pression démographique croissante, la compétition entre communautés pour accéder aux ressources naturelles est de plus en plus âpre dans la région de Tillabéri.

Ainsi, « depuis la seconde moitié du XX^e siècle, un front pionnier agricole, essentiellement animé par la poussée démographique des paysans djerma et haoussa, progresse du sud vers le nord, réduisant les espaces pastoraux ou poussant les éleveurs du côté malien de la frontière. Des villages se créent dans des espaces auparavant vides ou qui accueillait de rares campements. L'Etat nigérien peine à suivre ce front pionnier avec ses infrastructures et ses services. En particulier, l'Etat est quasiment absent de la zone qui jouxte la frontière, où nomadisent les éleveurs. Au-delà du manque de services publics, le lien à l'Etat y reste à construire. Les chefferies administratives, dotées d'un statut officiel et constituant au Niger un lien essentiel à l'Etat, y sont souvent récentes et parfois contestées par des groupes nomades »⁵⁶.

Selon l'ONG *Protection Cluster* et le HCR, « les départements de Gotheye, Téra, Bankilaré et Torodi constituent des zones à vocation agropastorale, où vivent majoritairement des communautés gourmantché, peulh, touareg et zarma-songhaï de part et d'autre de la frontière. Avec une forte démographie, cette zone possède aussi de vastes étendues d'eau offrant des potentialités en irrigation dont bénéficient les populations [...] L'arrivée des groupes armés non étatique bouleverse totalement la vie de ces populations »⁵⁷.

1.3.3. Métier des armes, trafics et banditisme

Selon ICG, « dans le sillage des rébellions arabo-touareg des années 1990 et 2000, l'accès aux armes de guerre a changé la nature de la violence et l'a rendue beaucoup plus meurtrière. Peu à peu, une génération de jeunes hommes vivant du métier des armes s'est constituée [au Mali et au Niger]. Ces derniers sont principalement issus des communautés

⁵³ ICG, juin 2018, art.cit.

⁵⁴ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21/06/2019, art.cit.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ ICG, juin 2018, art.cit.

⁵⁷ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

nomades (notamment touareg, dossaak et peul). Des entrepreneurs politiques les ont utilisés pour constituer des milices communautaires, essentiellement au Mali mais aussi au Niger, avec la milice peul du Nord-Tillabéri. Ces groupes disent défendre les intérêts de populations nomades marginalisées, mais ils ont souvent un comportement prédateur et font pression sur l'Etat pour obtenir des prébendes »⁵⁸.

Dans la zone des trois frontières, « la socialisation d'un nombre croissant de jeunes au métier des armes constitue le fait marquant des deux dernières décennies. Aux yeux de la jeunesse, en particulier parmi les populations nomades, l'activité guerrière est valorisante, source d'émancipation sociale et économique. Le manque d'activités professionnelles alternatives, de sécurité et de justice à la frontière Niger-Mali expliquent en partie l'attrait du métier des armes »⁵⁹.

Dans la région de Tillabéri, le ralliement à un groupe djihadiste semble souvent lié à un désir d'ascension sociale. Ainsi, selon un dirigeant peul local : « Avoir des armes confère un prestige certain : les jeunes des villages sont très influencés par les jeunes bandits armés qui circulent à moto, bien habillés et bien nourris. Les jeunes éleveurs les envient beaucoup en admirant leur apparence »⁶⁰.

La zone des trois frontières est également riche en trafics. Dans certains cas, dont le trafic de drogue, « les djihadistes laissent faire en prélevant des taxes. Dans d'autres, comme pour les armes ou les médicaments, ils interviennent directement en prélevant une part de la marchandise »⁶¹.

Selon *Protection Cluster* et le HCR, « la bande frontalière du Niger-Burkina Faso est connue depuis de nombreuses décennies pour des actes de banditisme courants impliquant des braquages armés, vols et attaques sur des axes de marchés suivi d'extorsions des biens des personnes. Ce banditisme courant a laissé place aux activités de groupes armés non étatiques plus structurés »⁶².

2. Les acteurs du conflit dans la région de Diffa

2.1. Les groupes armés non étatiques opérant dans la région de Diffa

Fondé en 2002 au Nigeria (à Maiduguri, dans l'Etat du Borno), *Boko Haram* (BH) est présent dans la région de Diffa depuis plusieurs années⁶³.

2.1.1. Les factions rivales issues de *Boko Haram*

Ces dernières années, des dissensions internes ont entraîné l'apparition de factions rivales qui s'affrontent parfois lors de combats meurtriers, comme cela fût notamment le cas en février 2020 dans le village de Gogone, où des éléments d'ISWAP ont tué six individus accusés de soutenir la faction d'Abubakar Shekau, (*Jama'tu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad*, JAS)⁶⁴.

La plupart des attaques imputées à BH depuis 2019 dans la région de Diffa seraient le fait de la faction ISWAP. L'ONG *Institute for Security Studies* (ISS) estime que la hausse actuelle

⁵⁸ ICG, juin 2018, art.cit.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21/06/2019, art.cit.

⁶¹ Le Monde, 27/11/2019, art.cit.

⁶² Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

⁶³ Xinhua, 01/01/2020, art.cit.

⁶⁴ Crisis Watch Février 2020

des incursions attribuées à ISWAP va de pair avec un changement récemment intervenu dans le leadership du groupe, et atteste de la résilience de BH⁶⁵.

Au cours des années 2010, trois épisodes ayant opposé des leaders de factions ont mis à l'épreuve la résilience de BH :

- la première dissension idéologique et stratégique survient en 2012, lors de la création de la faction *Jama'atu Ansarul Muslimina fi Biladis Sudan*, plus connue sous le nom d'*Ansaru*.
- la deuxième conduit à l'éclatement de BH en 2016. Devenu leader de BH après la mort en 2009 de son fondateur (Muhammed Yusuf), Abubakar Shekau prête allégeance en 2015 au leader d'ISIS, Abu Bakr al-Baghdadi. En 2016, Abu Musab al-Barnawi, fils du défunt Muhammed Yusuf, quitte la faction Abubakar Shekau. Il est reconnu en tant que le leader d'ISWAP par Abu Bakr al-Baghdadi, aux dépens d'Abubakar Shekau, qui prend alors la tête de la faction JAS⁶⁶. Selon ISS, le fait que des civils aient été indistinctement pris pour cible constitue l'un des principaux points de discorde ayant conduit à la scission en 2016 de BH en deux factions. Depuis lors, l'ISWAP s'efforce de se distinguer stratégiquement et opérationnellement de JAS, en évitant de viser les civils et en menant la plupart de ses attaques contre les forces militaires et les agents gouvernementaux⁶⁷.
- la troisième intervient vers mars 2019, quand Abu Musab al-Barnawi, perçu comme faible, modéré et trop enclin à négocier avec les autorités nigérianes, est déposé au profit Abdullah Ibn Umar al-Barnawi⁶⁸.

Les récentes attaques imputées à ISWAP au Niger, et dans d'autres pays riverains du lac Tchad, indiquent que ces changements de leadership n'ont pas significativement entamé les capacités opérationnelles de BH. De plus, les scissions ont entraîné la création de nouvelles factions qui accroissent les capacités de recrutement en proposant de nouvelles alternatives aux potentielles recrues. Ainsi, tandis qu'ISWAP était prêt à négocier la libération des filles enlevées à Dapchi un mois après leur enlèvement en février 2018, la faction JAS s'est opposée pendant trois ans à toutes négociations concernant la libération des filles enlevées à Chibok en avril 2014. Ces divergences offrent un large éventail de choix qui permet de séduire de nouvelles recrues, modérées ou plus radicales. Les scissions permettent aussi aux factions émergentes de négocier des alliances avec des réseaux terroristes régionaux ou transnationaux⁶⁹.

2.1.2. Les communautés locales présentes au sein de *Boko Haram*

Des affrontements entre communautés qui se disputent l'accès aux ressources naturelles ont lieu régulièrement dans la région. Cela fut notamment le cas en juin 2019 à Chetimari, où des violences entre éleveurs et cultivateurs ont entraîné la mort de 11 personnes⁷⁰.

Toutes les communautés de la région comptent des membres ayant rallié BH⁷¹. Ces ralliements s'expliquent notamment par la volonté d'accéder aux ressources naturelles locales. En outre, les membres de BH sont issus de différents corps de métier, l'adhésion à BH étant perçue comme une condition nécessaire à la poursuite, ou au développement, des activités professionnelles (commerce, agriculture, pêche ou élevage).

Des pêcheurs de la communauté buduma ont rallié BH pour « regagner du terrain dans la cuvette nord, qu'ils avaient désertée lors de son assèchement au cours des années 1980. A l'époque, ils avaient cédé la place à des éleveurs peuls et des cultivateurs mobeur,

⁶⁵ ISS, 28/05/2019, art.cit.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Institute for Security Studies (ISS), « L'économie du terrorisme dans le bassin du lac Tchad », 10/07/2019.

⁶⁸ ISS, 28/05/2019, art.cit.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ ICG, « Crisis Watch June 2019 », 01/07/2019.

⁷¹ SEIGNOBOS Christian, « Boko Haram a été le révélateur de toutes les haines de voisinage », Le Monde, 03/01/2019.

respectivement dans les régions de N'Guigmi et de Bosso. Certains chefs buduma ont vu dans l'arrivée des bandes armées de Boko Haram un moyen de se débarrasser de ces intrus »⁷².

Selon le chercheur Christian Seignobos, « Avant même les pêcheurs buduma, les éleveurs transhumants en quête d'herbages de saison sèche ont été les premiers à rallier Boko Haram pour réclamer le droit de pâturer. En effet, les sécheresses de 1973 et de 1985 dans les régions du Kanem et du Manga, au nord du lac, ont poussé les pasteurs peuls, mbororo, arabes et tubu vers les îles plus au sud. Ils sont rejoints par de nouveaux éleveurs, les Arabes Mahamid du Tchad et les Peuls appelés Bokoloji »⁷³.

De nombreux membres de BH sont des commerçants à l'origine. Selon Christian Seignobos, « tous les commerçants qui voulaient continuer à vivre du lac ont cherché à trouver un compromis avec les insurgés pour pouvoir vendre leurs poissons, leurs poivrons et des produits de première nécessité comme le riz, le thé, le sucre, les cigarettes et les cartes de recharge de téléphones portables, etc. ». Désignés par les chefs de village, « les chefs de marché sont quant à eux soupçonnés d'intelligence avec l'ennemi ». Ces ralliements ont conduit le gouverneur de Diffa à ordonner la fermeture des marchés qui approvisionnent les insurgés, et à incendier ou bombarder « ceux trop ouvertement fréquentés par des éléments de Boko Haram ». En conséquence, certains marchés ont continué de fonctionner clandestinement en changeant d'emplacement et de date⁷⁴.

2.2. La réponse des autorités nigériennes et de leurs alliés

2.2.1. Les mesures de sécurité mises en œuvre

En vue de juguler les actions de BH dans la région de Diffa, les autorités ont proclamé l'état d'urgence en février 2015, adopté des mesures restrictives concernant les déplacements de population, et instauré un couvre-feu. Depuis lors, l'état d'urgence a été prorogé tous les trois mois dans la région⁷⁵.

Plusieurs organisations de la société civile de Diffa ont protesté contre ces initiatives jugées inefficaces, qui n'ont pas permis de mettre fin aux attaques de BH⁷⁶.

En 2016 et 2017, la ville de Diffa a été visée par de nombreuses attaques. Celles-ci ont conduit les autorités à prendre d'autres mesures ayant eu un fort impact économique pour les populations locales : l'interdiction de circuler à moto, mode de locomotion privilégié des hommes de BH ; l'interdiction de la culture du poivron et du commerce du poisson fumé, deux produits taxés par BH⁷⁷.

L'interdiction des motos, qui constituaient le principal mode de transport à Diffa, a poussé au chômage technique de nombreux transporteurs. De plus, l'usage de carburant et de certains engrais, utilisés par BH pour fabriquer des bombes artisanales, a été interdit par le gouvernement sans autorisation spécifique⁷⁸.

La région était naguère « propice à l'agriculture, à la pêche, à l'élevage et au commerce ». Avant l'instauration de l'état d'urgence, le poivron constituait l'une des principales ressources locales et générait près de 15 milliards de FCFA par an. En novembre 2018, *Le Point* souligne que « les autorités tolèrent [désormais] un peu la culture [du poivron] et

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ ISS, 28/05/2019, art.cit.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Le Point*, « Niger : Diffa, cette ville que Boko Haram a plongé dans la torpeur économique », 14/11/2018.

⁷⁸ *Ibid.*

des paysans se risquent à nouveau dans les champs près de la rivière Komadougou Yobé [qui marque la frontière avec le Nigeria], mais la production n'a pas retrouvé son niveau d'antan »⁷⁹. Ainsi, selon le vice-président du marché de Diffa, l'insécurité a poussé nombre de producteurs de poivrons à venir en ville pour y devenir des commerçants, « même s'il n'y a pas de production »⁸⁰.

D'autre part, la source précitée souligne : « Les eaux du lac Tchad sont poissonneuses et les terres qui l'entourent sont fertiles et appréciées des éleveurs. De nombreux agriculteurs ont perdu l'accès à leur champ, situés dans des zones où s'opère ponctuellement le combat entre les forces de sécurité et Boko Haram. En 2015, l'Etat nigérien a exfiltré tous les habitants de la région, par mesure de sécurité. De nombreux pêcheurs, agriculteurs et éleveurs continuent cependant d'y travailler, au risque de se faire accuser de complicité avec Boko Haram ou de se faire tirer dessus »⁸¹.

En décembre 2016, le gouvernement a initié un programme d'amnistie, de réhabilitation et de réinsertion socio-économique destiné aux repentis de BH. En dépit des réticences de la population, certains percevant cette initiative comme une « prime à la violence », un camp a été construit à Goudoumaria pour héberger les premiers éléments de BH ayant fait défection⁸².

En mars 2017, les autorités nigériennes ont lancé « une campagne de sensibilisation dont la « caravane » se déploie de Diffa jusqu'à N'Guigmi. Le message est simple : toutes les communautés du pourtour du lac ont été à des degrés divers touchées par BH. Aucune ne devrait donc être stigmatisée du fait des accointances de certains de ses membres avec l'insurrection, car chacune d'entre elles compte en son sein des enfants perdus » ayant ralliés BH⁸³.

En mai 2019, le camp de Goudoumaria accueillait plus de 250 personnes⁸⁴. En décembre 2019, 125 repentis de BH y ont achevé leur participation à un programme de déradicalisation. Selon les autorités, ils devaient quitter le camp de Goundamaria et regagner leurs villages à partir du 9 décembre 2019⁸⁵.

Toutefois, les défections n'ont pas entamé significativement les capacités de BH et la mise en œuvre des programmes d'amnistie s'est heurtée à divers écueils. Ceci a fait croître la frustration au sein de la population qui continue à subir des attaques⁸⁶.

2.2.2. Les opérations antiterroristes

Les FAN contribuent à la Force multinationale mixte (*Multinational Joint Task Force/MNJTF*) qui lutte contre BH dans le bassin du lac Tchad aux côtés des armées tchadienne, nigérienne, camerounaise et béninoise⁸⁷.

Les armées de ces pays mènent régulièrement des opérations aériennes et terrestres dans les îles et les zones marécageuses du Lac Tchad, où sont retranchés des éléments de BH⁸⁸.

⁷⁹ Sahelien.com, « Niger/Diffa : la situation sécuritaire s'est améliorée, l'économie reste étranglée par la crise », 03/03/2017.

⁸⁰ Le Point, 14/11/2018, art.cit.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² ISS, 28/05/2019, art.cit.

⁸³ SEIGNOBOS Christian, 03/01/2019, art.cit.

⁸⁴ ISS, 28/05/2019, art.cit.

⁸⁵ ICG, "Crisis Watch December 2019", 31/12/2019.

⁸⁶ ISS, 28/05/2019, art.cit.

⁸⁷ Xinhua, 01/01/2020, art.cit.

⁸⁸ Ouest-France, « Boko Haram. Attaque en cours à Diffa au Niger : au moins un gendarme tué », 10/04/2019

Le 3 juin 2019, le gouvernement nigérien a déclaré que les forces de sécurité nigériennes ont tué 53 djihadistes présumés lors d'une opération aux abords du Lac Tchad⁸⁹.

Le 19 mars 2020, le ministère nigérien de la Défense a annoncé que les FAN ont mené une opération sur les îles nigériennes du lac Tchad du 10 au 16 mars ayant permis d'éliminer Ibrahim Fakoura, une figure de proue d'ISWAP, et plusieurs de ses compagnons. Organisée dans le cadre de la MNJTF, cette opération a été « conçue et planifiée par des éléments des armées nigérienne et nigériane, et appuyée par un partenaire stratégique »⁹⁰.

Le 23 mars 2020, 98 soldats tchadiens ont perdu la vie dans une attaque de BH à Bohoma, sur les rives du lac Tchad. En représailles, du 31 mars au 8 avril 2020, l'armée tchadienne affirme avoir mené une vaste offensive en territoire tchadien, mais aussi au Niger et au Nigeria. Selon le Président tchadien, « 1 000 terroristes » auraient été tués lors de cette offensive, à l'issue de laquelle il n'y aurait « plus un seul djihadiste sur l'ensemble de la zone insulaire [du lac Tchad] ». Au lendemain de cette offensive, Idriss Déby a déploré que le Tchad soit « seul à supporter tout le poids de la guerre contre Boko Haram »⁹¹.

Dans une vidéo diffusée en avril 2020, ISWAP a contesté cette annonce du Président tchadien évoquant une victoire totale contre BH. Dans cette vidéo, un membre d'ISWAP exécute d'une balle dans la tête un soldat tchadien capturé quelques jours auparavant lors d'une embuscade⁹².

L'annonce d'une victoire totale contre BH semble en outre démentie par une attaque commise le 3 mai 2020 contre le poste frontalier de Diffa, lors de laquelle, deux soldats ont été tués et trois autres blessés, selon les autorités nigériennes. ISWAP a revendiqué cette attaque et diffusé une vidéo de propagande montrant « de nombreux insurgés s'emparer, au milieu de tirs nourris d'armes automatiques, d'un camp de l'armée nigérienne, mettant la main sur des véhicules et des stocks d'armements aux cris de « Allah Akbar ». Ils semblent ensuite quitter le camp avec les véhicules. On voit également un soldat nigérien, couché face contre sol, qui semble déjà mort ou inanimé, recevoir deux balles »⁹³.

En outre, selon les autorités nigériennes, le 3 mai 2020, « une autre colonne de 10 véhicules ennemis en provenance de Tombon-Fulani, localité située à 24 km au nord-est de Bosso, a été interceptée [...] Une action coordonnée entre les forces nigériennes et nigérianes, appuyées par les partenaires (France et/ou Etats-Unis, selon le jargon utilisé par le ministère de la Défense nigérien), a permis de suivre et d'agir contre cette colonne ennemie. Il en a résulté la neutralisation de 50 terroristes au niveau d'une localité nigériane située à 45 km au sud de Toumour »⁹⁴.

3. Exactions imputées aux groupes armés non étatiques

Selon ICG, « L'insurrection jihadiste à la frontière avec le Mali est différente de celle de Boko Haram, que le Niger affronte dans la région de Diffa [...] Si les deux mouvements se revendiquent du jihad, ils ne se livrent pas à un même niveau de violence contre les populations civiles et l'attitude des populations locales à leur égard n'est donc pas la même. La violence vis-à-vis des représentants de l'Etat n'atteint pas non plus les mêmes niveaux :

⁸⁹ ICG, « Crisis Watch June 2019 », 01/07/2019.

⁹⁰ Le Monde, « Le Niger annonce avoir tué Ibrahim Fakoura, « figure de proue » de Boko Haram », 20/03/2020.

⁹¹ Le Point, « Le Tchad affirme s'être débarrassé de Boko Haram », 07/04/2020.

⁹² Le Monde, « Un groupe djihadiste issu de Boko Haram exécute un soldat tchadien », 28/04/2020.

⁹³ France 24, « Au Niger, attaque jihadiste meurtrière aux portes de Diffa », 05/05/2020.

⁹⁴ *Ibid.*

alors que Boko Haram s'en prend également aux représentants civils de l'Etat, les groupes jihadistes à la frontière Niger-Mali visent essentiellement des cibles militaires »⁹⁵.

3.1. Exactions commises contre des civils dans la région de Tillabéri

3.1.1. Une présence physique des GANE⁹⁶ de plus en plus marquée

Tandis que les éléments des GANE menaient, au début de l'année 2019, « des incursions flash » et se repliaient sans laisser le temps aux communautés locales de déterminer leur affiliation, à la fin de cette même année, ils opéraient « des incursions plus fréquentes » et passaient « assez de temps dans les villages »⁹⁷.

Cette tendance a pour corollaire « deux constats majeurs » apparus fin 2019 dans la région de Tillabéri : « l'affaiblissement moral et psychologique des populations civiles qui vivent dans les localités frontalières Niger-Mali-Burkina », ainsi que « l'occupation progressive de l'espace par les GANE de ces localités et le contrôle de certains couloirs de passages transfrontaliers Niger-Mali »⁹⁸.

D'autre part, certains villages frontaliers, tels que Makalondi, Torodi, Goroual et Inates, subissent désormais « une présence presque permanente des éléments de GANE »⁹⁹.

3.1.2. Attaques et exactions à l'encontre de civils

Selon le HCR et *Protection Cluster*, les GANE ont mené « une stratégie de terreur d'une part et de séduction d'autre part » envers les populations civiles de la région de Tillabéri, qu'ils considèrent à présent comme « acquises à leur cause ». Ces deux sources évoquent « une diminution des attaques directes sur des personnes civiles », qui semble « obéir aux diktats des GANE ». Ainsi, ces derniers estiment n'avoir « plus besoin de commettre des actions majeures » contre des civils et prennent désormais prioritairement pour cible les forces de sécurité. Ces attaques viseraient à « montrer aux populations que les forces de sécurité ne sauraient protéger les plus réticents à coopérer », et à se « ravitailler en matériel de guerre ».¹⁰⁰

Toutefois, selon les sources précitées, les populations civiles de la région sont toujours exposées à diverses exactions : prélèvements de taxes sur le bétail, menaces, intimidations, incursions, et enlèvements¹⁰¹.

En outre, plus de 200 attaques ont visé des civils en 2019. Ces attaques ont causé « la mort d'au moins 50 personnes civiles, le déplacement interne de populations coté Niger de 1013 personnes, 2190 personnes burkinabés venus dans les localités frontalières de Boni, Tangounga, Banteri, Gabekan, Oufoinou dans les communes Makalondi, Torodi au mois de mars 2019 ». La proportion des déplacés internes parmi les victimes de ces exactions s'est fortement accrue au mois de décembre 2019. Cette tendance serait liée au fait que les zones accueillant de nombreux déplacés internes sont de plus en plus touchées par les GANE, notamment Ayérou, Inates, Abala, Sanam et Torodi, où les populations hôtes subissent aussi de telles exactions¹⁰².

⁹⁵ ICG, juin 2018, art.cit.

⁹⁶ NDLR : l'acronyme GANE signifie Groupe armé non étatique.

⁹⁷ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

Le 10 mai 2020, vingt personnes ont perdu la vie lors d'attaques contre trois villages (Gadabo, Zibane Koira-Zeno et Zibane-Tegui) administrés par la commune d'Anzourou. Selon le gouverneur de la région de Tillabéri, ces attaques ont été commises par des bandits armés venus sur plusieurs motos. Les assaillants ont tué vingt villageois, pillé des boutiques pour prendre des céréales, et volé du bétail avant de repartir vers le Mali¹⁰³. Lors d'une précédente attaque menée dans la commune d'Anzourou en février 2020, quatre habitants du village de Molia avaient été tués¹⁰⁴.

Protection Cluster et le HCR mettent aussi en exergue « les risques liés aux engins explosifs improvisés (EEI) » dans la région de Tillabéri. Souvent posés sur les voies de passage des forces de sécurité, les EEI constituent « de véritables sources d'inquiétudes » pour les populations locales, et ont fait de nombreuses victimes civiles¹⁰⁵.

Par ailleurs, la présence de GANE constitue « un risque omniprésent pour les femmes et les enfants vivant dans les zones d'urgence » de la région de Tillabéri. En 2019, cinq cas de viols (dont 3 cas sur des mineurs) ont ainsi été rapportés en provenance de ces zones d'urgence¹⁰⁶.

3.1.3. Assassinats et enlèvements de chefs traditionnels

L'année 2019 a été marquée par des assassinats de chefs communautaires dans la région de Tillabéri. Les GANE ayant commis ces meurtres ont mené des campagnes de sensibilisation auprès des habitants de certaines localités frontalières pour gagner leur confiance et recruter de nouveaux éléments. Ces campagnes auraient été mal accueillies par certains grands chefs coutumiers¹⁰⁷. Les GANE semblent désormais s'en prendre à ceux qui refusent de collaborer avec eux¹⁰⁸ ou soupçonnés « de complicité avec les autorités et les forces de sécurité »¹⁰⁹.

Protection Cluster et le HCR évoquent notamment des assassinats et enlèvements de leaders communautaires dans les communes de Makalondi, Torodi, Goroual et Inates¹¹⁰.

Entre avril et juillet 2019, au moins trois chefs traditionnels et quatre responsables touareg ont été tués dans la région de Tillabéri lors d'attaques attribuées à l'EIGS. Le 13 novembre 2019, le chef de Boni (village du département d'Ayérou) a été tué. Vers le 22 novembre 2019, cinq chefs de village ont été tués par des djihadistes en l'espace de trois jours dans le département d'Ouallam, notamment à Tchémoubongou et Zaroum-Daray¹¹¹.

Selon une source sécuritaire citée par l'AFP, ces meurtres illustrent la stratégie d'éradication initiée par l'EIGS, qui cherche à « en finir avec la chefferie traditionnelle dans les zones frontalières. C'est une façon de vider la zone de la présence effective de l'Etat à travers cette représentation pour s'installer et imposer sa loi »¹¹².

3.1.4. Incendies volontaires d'écoles

Protection Cluster et le HCR déplorent une hausse « inquiétante » des incendies volontaires d'écoles, qui touchent désormais toutes les zones d'urgence de la région de Tillabéri, et

¹⁰³ France 24, 10/05/2020, art.cit.

¹⁰⁴ Maliactu.net, « Mali : Niger : nouvelle attaque jihadiste dans la région de Tillabéri », 12/05/2020.

¹⁰⁵ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Francetvinfo.fr, « Niger : l'Etat islamique dans le grand Sahara s'attaque à la chefferie traditionnelle », 26/11/2019.

¹⁰⁹ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Francetvinfo.fr, 26/11/2019, art.cit.

¹¹² *Ibid.*

non plus seulement les départements de Torodi et Téra, jusqu'alors les plus touchés par ce phénomène¹¹³.

Des incendies volontaires d'écoles ont notamment eu lieu dans le département d'Abala : le 18 novembre 2019, dans le hameau de Takalayiya ; le 24 novembre 2019, dans le village de Tillimoune ; début décembre 2019, dans le village de Tigzéfán, où des enseignants ont été agressés. Ces incendies s'inscrivent dans le cadre d'une « nouvelle stratégie des GANE, qui visent à répandre leur emprise sur les populations civiles dans la zone et à disposer de vastes zones d'opérations dépourvues de toute présence militaire »¹¹⁴.

Protection Cluster et le HCR remarquent en outre que : « Sur la bande frontalière Niger-Burkina Faso, plus de 2 500 enfants reçoivent actuellement un enseignement coranique prôné par les GANE [...] Cela représente une véritable menace à court et long terme sur l'éducation de ces enfants »¹¹⁵.

3.2. Exactions commises contre des civils dans la région de Diffa

Entre janvier 2019 et mai 2020, les GANE présents dans la région de Diffa ont poursuivi leurs attaques contre les forces de sécurité nigériennes. La plupart ont concerné les FAN (notamment en mars 2020, quand des membres de BH ont attaqué le camp militaire de Chetima, tuant au moins 8 soldats)¹¹⁶, mais la gendarmerie a aussi été ciblée (notamment en avril 2019, quand ISWAP a mené une attaque-suicide contre la gendarmerie de Diffa, lors de laquelle 2 gendarmes ont été tués)¹¹⁷.

Durant ses premières années d'existence, ISWAP a évité de viser les civils et mené la plupart de ses attaques contre les forces militaires et les agents gouvernementaux¹¹⁸. Toutefois, certaines sources indiquent que le nombre d'attaques imputées à ISWAP dans la région de Diffa est en hausse depuis 2019, et que beaucoup de ces attaques ont visé des civils (villageois, déplacés internes et réfugiés).

Cette évolution récente pourrait être liée au changement de leadership survenu à la tête du mouvement vers mars 2019, quand Abu Musab al-Barnawi, perçu comme faible, modéré et trop enclin à la négociation, a été déposé au profit d'Abdullah Ibn Umar al-Barnawi¹¹⁹.

Depuis 2019, BH s'est livré à des attaques de villages dans la région de Diffa, lors desquelles des civils ont perdu la vie. Ces attaques ont contraint de nombreux villageois à prendre fuite :

- en mars 2019, 88 civils ont été tués par BH au Niger, dont les attaques ont contraint plus de 18 000 personnes à fuir leurs villages, selon les Nations unies, qui s'alarment de la « détérioration rapide de la situation sécuritaire » dans la région de Diffa.¹²⁰

- à l'été 2019, des centaines de personnes ont fui vers Kablewa, à la suite de violences commises à Kanama. Ces personnes ont été assistées par MSF. Un représentant de cette ONG souligne que ces populations constituent « les derniers groupes de déplacés venus des îles du lac Tchad. Les survivants étaient totalement démunis et sous le choc d'avoir assisté à des exécutions de certains membres de leur communauté »¹²¹. Selon cet observateur, « des épisodes de violence extrême ont lieu presque chaque jour [dans la

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ ICG, "Crisis Watch March 2020", 03/04/2020.

¹¹⁷ ISS, 28/05/2019, art.cit.

¹¹⁸ ISS, 10/07/2019, art.cit.

¹¹⁹ ISS, 28/05/2019, art.cit.

¹²⁰ Ouest-France, « Boko Haram. Attaque en cours à Diffa au Niger : au moins un gendarme tué », 10/04/2019.

¹²¹ Sahélien.com, 15/08/2019, art.cit.

région de Diffa] à l'encontre des populations civiles » : assassinats, attaques à l'aide d'EEI, enlèvements contre rançon, tirs, incendies criminels, pillages.¹²²

- en septembre 2019, des villageois affirment que des incursions meurtrières sont menées presque quotidiennement dans leur région par BH, en particulier par ISWAP.¹²³

- en mars 2020, plusieurs attaques menées dans la région ont coûté la vie à 23 personnes.¹²⁴

Des attaques ont également été menées contre des réfugiés, comme par exemple en février 2019 près de Bosso, où deux femmes membres de BH se sont fait exploser dans un camp de réfugiés, tuant 4 personnes¹²⁵.

ICG fait en outre état de menaces ayant spécifiquement visé des chrétiens : en juin 2019, ISWAP a revendiqué des enlèvements et des meurtres de chrétiens près de Bosso¹²⁶ et diffusé un ultimatum pour sommer les chrétiens de quitter la région de Diffa.¹²⁷

Des enlèvements imputés à BH ont également eu lieu. Dans certains cas, les victimes ont été relâchées le lendemain de leur capture.¹²⁸ En juillet 2019, ICG souligne que les enlèvements de femmes et de jeunes filles ont augmenté dans la région de Diffa¹²⁹. En janvier 2020, OCHA évoque la poursuite d'une série de rapt aux fins de paiements de rançons, notamment dans les communes rurales de Gueskerou, Toumour, et Bosso, perpétrés par des GANE.¹³⁰

Les GANE présents dans la région de Diffa ont également recours à des EEI ayant fait des victimes parmi les forces de sécurité et les populations civiles. Ainsi, en mars 2020, quatre personnes sont mortes quand leur véhicule a roulé sur un EEI enfoui sur une route déserte. L'explosion a eu lieu à l'ouest de la commune de Toumour. Le véhicule transportait notamment des élèves et des étudiants qui rentraient chez eux après la fermeture de leurs écoles, dans le cadre de la prévention contre la pandémie COVID-19.¹³¹

Les GANE présents dans la région ont aussi attaqué des travailleurs humanitaires et/ou associatifs, comme cela fut notamment le cas en juin 2019 à Tcholori, où de présumés membres de BH ont tué un travailleur associatif et son chauffeur¹³².

A cet égard, ISS souligne que pour la première fois dans la région de Diffa, ISWAP s'est attaqué à des installations humanitaires le 26 avril 2019, en prenant pour cible les bureaux de MSF à Mainé Soroa¹³³. Peu après cet événement, MSF a annoncé la suspension de ses activités dans ce département en août 2019¹³⁴.

Toutefois, Abdoul Aziz Mohammed, chef de mission pour MSF au Niger, estime que cette attaque n'est pas nécessairement imputable à une faction de BH : « MSF a essayé de comprendre l'incident mais jusque-là, nous n'avons pas pu identifier qui a fait ça et pourquoi. Du coup, face à cette incertitude, nous nous sommes résolus à fermer le projet pour ne pas exposer nos staffs et nos opérations ». Selon lui, en sus de l'attaque du 26 avril 2019, une dégradation sécuritaire perceptible dans la zone depuis plusieurs mois, a

¹²² *Ibid.*

¹²³ ICG, "Crisis Watch September 2019", 30/09/2019.

¹²⁴ OCHA, « Niger : Région de Diffa, rapport mensuel au 31 mars 2020 », 31/03/2020.

¹²⁵ ICG, "Crisis Watch February 2019", 28/02/2019.

¹²⁶ ICG, "Crisis Watch June 2019", 01/07/2019.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ ICG, "Crisis Watch March 2020", 03/04/2020.

¹²⁹ ICG, "Crisis Watch July 2019", 31/07/2019.

¹³⁰ OCHA, « Niger : Région de Diffa, rapport mensuel au 31 janvier 2020 », 31/01/2020.

¹³¹ Xinhua, « Quatre personnes tuées par un engin explosif dans le sud-est », 22/03/2020.

¹³² ICG, "Crisis Watch June 2019", 01/07/2019.

¹³³ ISS, 28/05/2019, art.cit.

¹³⁴ Sahélien.com, 15/08/2019, art.cit.

conduit MSF à quitter Mainé Soroa : « Il y a eu beaucoup d'actes qui ont eu lieu dans la zone, beaucoup plus que les mois précédents, et qui ont essentiellement ciblé d'autres ONG mais aussi beaucoup plus les populations civiles. Nous savons aussi qu'il y a beaucoup de conflits, autres que celui de Boko Haram, qui sévissent dans cette zone-là et par conséquent, personne ne peut dire exactement qui commet tel ou tel acte »¹³⁵.

4. Les conséquences humanitaires du conflit

En septembre 2019, OCHA fournit les données suivantes :

- dans l'ensemble du pays, OCHA a recensé 2,3 millions de personnes dans le besoin (dont 1,2 million d'enfants), 186 000 déplacés internes, et 246 000 réfugiés.
- « en dépit des prévisions positives de la campagne agropastorale, l'insécurité alimentaire menace près de 480 000 personnes dans les régions touchées par la crise sécuritaire »¹³⁶.

En 2019, « l'émergence de nouveaux mouvements sur les frontières et la persistance de besoins non couverts ont entraîné une aggravation de la vulnérabilité des personnes en besoin d'assistance au Niger ». Cette tendance est accentuée par « la détérioration de la situation sécuritaire dans les trois régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri, où les GANE ont intensifié leurs activités au cours des derniers mois. A Tahoua et à Tillabéri, environ 80 000 personnes ont été déplacées depuis le début de l'année 2019. A Diffa, les attaques récentes de GANE ont entraîné des mouvements secondaires d'environ des milliers de personnes »¹³⁷.

En février 2020, l'UNICEF souligne que près de 3 millions de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, ont besoin d'aide humanitaire au Niger, « dans un environnement marqué par la malnutrition, les épidémies, les inondations cycliques, les sécheresses », et l'insécurité, qui « se propage à un rythme inquiétant dans la région centrale du Sahel »¹³⁸.

4.1. Dans les régions de Tillabéri et de Tahoua

Fin octobre 2019, le HCR a dénombré 78 044 déplacés internes dans les régions de Tillabéri et de Tahoua¹³⁹, où « l'insécurité croissante le long des frontières avec le Burkina Faso et le Mali a exacerbé les besoins [d'assistance humanitaire] »¹⁴⁰.

Dans la région de Tillabéri, l'acheminement de l'aide humanitaire est entravé par plusieurs facteurs :

- les enlèvements des véhicules
- les restrictions décrétées par le gouvernement sur les conditions d'accès à certaines zones, qui impose des escortes militaires aux acteurs humanitaires pour accéder aux populations ayant besoin d'assistance
- l'interdiction de circuler à moto dans tous les départements de la région décrétée à la suite des attaques menées en décembre 2019 contre des positions militaires
- les restrictions de circulation imposées aux piétons à certaines heures
- lors de la période hivernale (seconde semestre 2019), les pluies torrentielles ayant rendu impraticables de nombreuses voies de communication¹⁴¹.

¹³⁵ RFI, « Niger : l'insécurité pousse Médecins sans frontières à quitter Mainé-Soroa », 11/08/2019.

¹³⁶ OCHA, « Niger, Rapport de situation », dernière mise à jour le 26 septembre 2019.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ ONU Info, « Plus de la moitié des enfants au Niger ont besoin d'aide humanitaire (UNICEF) », 20/02/2020.

¹³⁹ Francetvinfo.fr, 26/11/2019, art.cit.

¹⁴⁰ ONU Info, 20/02/2020, art.cit.

¹⁴¹ Protection Cluster et UNHCR, 25/02/2020, art.cit.

En décembre 2019, *Protection Cluster* et le HCR soulignent que les conditions de vie des populations vivant dans les zones d'urgences de la région de Tillabéri se dégradent sous la pression combinée de plusieurs facteurs :

- la rareté des services sociaux de base (santé, éducation, programme WASH¹⁴², etc.)
- l'insuffisance, voire l'arrêt quasi-total, de l'assistance humanitaire
- la fermeture et/ou l'inaccessibilité de certains marchés hebdomadaires, qui limite considérablement l'accès aux moyens de subsistance
- les mauvaises récoltes enregistrées dans la région de Tillabéri du fait de la mauvaise pluviométrie
- dans les zones d'urgences des communes de Téra, Torodi, Makalondi, Gotheye, Ouallam, Abala, des espaces cultivables n'ont pas été mis en valeur par les populations à cause des menaces des GANE, qui utilisent les champs comme des « couloirs de passage » et sont par conséquent hostiles à leur mise en valeur¹⁴³.

Ces faits suscitent parmi les populations locales « une psychose généralisée »¹⁴⁴ et incitent un nombre croissant de déplacés internes à « effectuer des mouvements secondaires », en particulier dans les zones suivantes : Ayérou, Inates, Abala, Sanam et Torodi¹⁴⁵.

En 2019, le département d'Ayérou et la commune d'Inates ont été le cadre de nombreuses attaques ayant visé des civils mais aussi le camp militaire d'Inates¹⁴⁶. En raison de ces attaques récurrentes, au 31 décembre 2019, la commune d'Inates était « vidée de toute sa population », et « tous les villages et hameaux de la commune qui accueillent des déplacés internes étaient en cours de mouvements secondaires vers d'autres lieux plus sécurisés à l'intérieur et/ou hors de la commune. Aucun service social de base ne fonctionne dans toutes les localités de la commune qui accueillent des déplacés internes et/ou habitées encore par des populations »¹⁴⁷.

4.2. Dans la région de Diffa

En février 2020, la région Diffa comptait environ « 263 000 personnes déracinées par la violence » : 111 058 déplacés internes, 120 619 réfugiés, 29 882 retournés, et 1 454 demandeurs d'asile¹⁴⁸.

Parmi les réfugiés figurent notamment quelques milliers de personnes arrivées récemment du Tchad, mais la grande majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants originaires du Nigeria¹⁴⁹.

En février 2020, au moins 20 personnes ont perdu la vie lors d'une bousculade survenue au cours d'une distribution de vivres et d'argent en espèces. Cette distribution d'aide était organisée par des représentants des autorités nigérianes en visite sur place et destinée aux réfugiés nigériens ayant trouvé refuge dans la région de Diffa¹⁵⁰.

Plusieurs mouvements de population liés aux incursions de GANE ont été constatés dans la région en 2019 et 2020 :

¹⁴² NDLR : Eau, Assainissement et Hygiène est un domaine d'intervention dans l'humanitaire et le développement international. Les projets relatifs à ce domaine sont souvent désignés par des acronymes (EAH/EHA en français, ou WASH pour *Water, Sanitation and Hygiene* en anglais) notamment utilisés par les ONG et les agences onusiennes.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ ONU Info, « Niger : réfugiés morts lors d'une distribution de vivres, le HCR vient en aide aux survivants », 18/02/2020.

¹⁵⁰ *Ibid.*

- durant l'été 2019, des centaines de personnes ont fui vers Kablewa, à la suite de violences survenues à Kanama, où des GANE ont attaqué des populations civiles¹⁵¹.
- en janvier 2020, plusieurs mouvements de populations ont été observés, notamment à Gueskerou¹⁵², Kangalewa¹⁵³, et N'garana. La majorité des personnes concernées étaient des femmes et des enfants (réfugiés tchadiens, retournés nigériens, mouvements secondaires de déplacés internes). Certaines de ces personnes sont des habitants de Barana (îles du lac Tchad) ayant fui les attaques répétées de GANE. OCHA cite notamment le cas de 1 000 personnes ayant pris la fuite après une incursion armée commise le 10 janvier 2020, lors de laquelle 23 des leurs ont été enlevés, avant de trouver refuge dans le campement de N'gadado (commune de Toumour)¹⁵⁴.
- deux mouvements de populations survenus en mars 2020 ont fait l'objet d'évaluations multisectorielles (MSA) : l'un concerne « 150 ménages totalisant 690 personnes installées sur le site de Baroua Yala et en provenance du village de Kouloun Ngui Boula » ; l'autre concerne « 120 ménages d'environ 840 personnes installés sur le site de Korokollé en provenance des villages de Kangouri et Mandara Kairam (N'Guigmi) »¹⁵⁵.

Dans un rapport paru en mars 2020, OCHA souligne que « les mouvements de population sont « de plus en plus importants du côté de N'Guigmi ». Dans ce « département isolé » où les besoins humanitaires sont croissants, « les ménages manquent d'opportunités, si ce n'est le risque d'aller sur les îles du lac [Tchad] qui demeurent difficiles d'accès »¹⁵⁶. A cet égard, OCHA rappelle que pour des raisons de sécurité, les localités insulaires du lac Tchad ne sont pas accessibles aux travailleurs humanitaires¹⁵⁷.

4.3. Dans la région de Maradi

Depuis mai 2019, « plus de 40 000 Nigériens en provenance des Etats de Sokoto, Zamfara et Katsina ont décidé, malgré l'insécurité et les contraintes liées à la saison des pluies, de quitter leurs foyers pour se réfugier dans la région de Maradi en raison des attaques des groupes armés dans le Nord-Ouest du Nigeria »¹⁵⁸.

Ces personnes disent fuir « la recrudescence des violences, des enlèvements et des meurtres perpétrés par ces groupes armés dont les motivations exactes restent floues. Une première vague de 15 000 réfugiés est arrivée au Niger mi-mai 2019 et a été suivi par une seconde en juillet de la même année. De plus, des mouvements de communautés plus petites continuent d'être enregistrés le long de la frontière »¹⁵⁹.

Selon OCHA, « une telle situation laisse craindre un épuisement rapide des ressources d'eau potable, des biens alimentaires, et la diffusion rapide de maladies épidémiques, telles que la rougeole, la polio et le choléra, qui sont déjà un risque dans la région, et qui ont comme conséquence une aggravation de l'état nutritionnel et de la mortalité infantile »¹⁶⁰.

¹⁵¹ Sahelien.com, 15/08/2019, art.cit.

¹⁵² OCHA, 31/01/2020, art.cit.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ OCHA, 31/03/2020, art.cit.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ OCHA, « Niger, Rapport de situation », dernière mise à jour le 26 septembre 2019, art.cit.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*

5. Chronologie des incidents sécuritaires¹⁶¹

5.1. Chronologie des incidents sécuritaires dans la région de Tillabéri

3 janvier 2019 : à la frontière avec Burkina Faso, des hommes armés non identifiés attaquent un poste de sécurité dans la région de Torodi, tuent un garde national, et en blessent un autre¹⁶².

4 juin 2019 : l'EIGS aurait tué un homme dans le village d'Alkongui¹⁶³.

9 juin 2019 : un véhicule militaire américain a roulé sur une engin explosif improvisé posé par des membres de l'EIGS près de Ouallam. L'explosion ne fait pas de victimes¹⁶⁴.

Du 8 au 18 juin 2019 : lors d'une opération impliquant des troupes américaines, françaises et nigériennes, 18 membres de l'EIGS sont tués¹⁶⁵.

1^{er} juillet 2019 : à Inates, de présumés membres de l'EIGS venus du Mali attaquent un camp militaire avec deux voitures piégées et des dizaines d'assaillants à moto. Au moins 18 soldats nigériens sont tués, avant que des frappes aériennes françaises et américaines ne contraignent les assaillants à battre en retraite et à retourner du côté malien de la frontière.¹⁶⁶

9 juillet 2019 : l'armée française annonce la mise en sommeil de sa base militaire à Madama (région d'Agadez) et le transfert des effectifs et des équipements présents à Madama dans la zone des trois frontières.¹⁶⁷

10 juillet 2019 : les gouvernements du Niger et du Burkina Faso signent un document-cadre visant à faciliter la coopération transfrontalière.¹⁶⁸

15 juillet 2019 : à Inates, de présumés membres de l'EIGS tuent un leader touareg, Almoubacher ag Alamjadi.¹⁶⁹

18 août 2019 : selon des sources médiatiques, les anciens rebelles de la CMA (Coalition des mouvements de l'Azawad) ont facilité l'attaque commise le 1^{er} juillet contre un camp militaire nigérien à Inates, revendiquée par l'EIGS. La CMA réfute ces allégations¹⁷⁰.

Septembre 2019 : en visite à Bamako, le Président Issoufou déclare que le statut non-résolu de la région de Kidal (Nord Mali), toujours contrôlée par d'anciens rebelles issus de la Coalition des mouvements de l'Azawad (CMA), constitue une menace pour la sécurité intérieure du Niger. En outre, il accuse certains leaders de groupes armés maliens de collusion avec les djihadistes opérant dans l'Ouest du Niger. Le 13 septembre, l'ambassadeur du Niger au Mali annonce qu'il ne participera pas à la rencontre prévue le 17 septembre à Kidal dans la perspective de conclure un nouvel accord de paix, à la suite de quoi la rencontre a été reportée¹⁷¹.

¹⁶¹ NDLR : cette chronologie est fournie à titre indicatif et ne prétend pas constituer une liste exhaustive des événements sécuritaires survenus dans les régions de Diffa et de Tillabéri depuis janvier 2019.

¹⁶² ICG, "Crisis Watch January 2019", 31/01/2019.

¹⁶³ ICG, "Crisis Watch June 2019", 01/07/2019.

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ ICG, "Crisis Watch July 2019", 31/07/2019.

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ ICG, "Crisis Watch August 2019", 31/08/2019.

¹⁷¹ ICG, "Crisis Watch September 2019", 30/09/2019.

1^{er} novembre 2019 : de présumés djihadistes mènent une attaque à Firgoun, près d'Ayorou, tuant une personne¹⁷².

11 novembre 2019 : de présumés membres d'EIGS attaquent le village de Boni Kado, tuant le chef du village¹⁷³

29 novembre 2019 : de présumés djihadistes attaquent le village de Djaouha, près de Torodi faisant deux blessés civils. Les forces de sécurité auraient tué les assaillants¹⁷⁴.

9 décembre 2019 : une attaque-suicide de présumés membre de l'EIGS contre une base militaire à Agando (région de Tahoua) cause la mort de trois soldats¹⁷⁵.

11 décembre 2019 : de présumés membres de l'EIGS attaquent une base militaire à Inates et tuent 71 soldats. Ce massacre conduit le Président Issoufou à convoquer en urgence une réunion du Conseil de sécurité nationale, et une réunion des chefs d'Etat du G5 Sahel, organisée le 15 décembre 2020 à Niamey¹⁷⁶.

25 décembre 2019 : de présumés djihadistes tendent une embuscade contre un convoi militaire à Sanam et tuent 14 soldats¹⁷⁷.

9 janvier 2020 : de présumés membres d'ISIS attaquent une base militaire à Chinégodar tuant au moins 89 soldats nigériens¹⁷⁸.

18 janvier 2020 : des centaines de personnes manifestent contre l'interdiction d'utiliser des motos dans la région de Tillabéri, décrétée le 1^{er} janvier 2020. Les manifestants entendent protester contre les restrictions à la liberté de circulation et la dégradation de la situation sécuritaire dans cette région.¹⁷⁹

1^{er} février 2020 : des hommes armés mènent un raid contre un hôtel à Ayorou, tuant un civil¹⁸⁰.

6 février 2020 : de présumés membres de l'EIGS tuent cinq civils à Molia¹⁸¹.

10 février 2020 : deux policiers sont tués lors d'une attaque menée par de présumés membres de l'EIGS contre une station de police à Ayorou¹⁸².

22 février 2020 : le gouvernement annonce que l'armée nigérienne et des soldats français de la force Barkhane ont tué 120 présumés djihadistes lors d'une opération commune menée du 1^{er} au 20 février 2020.¹⁸³

9 mars 2020 : des membres présumés de l'EIGS tuent le fils de l'ancien Président Ali Saibou, chef de l'État nigérien de novembre 1987 à mars 1993, près de la ville d'Ouallam¹⁸⁴.

¹⁷² ICG, "Crisis Watch November 2019", 30/11/2019.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ ICG, "Crisis Watch December 2019", 31/12/2019.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ ICG, "Crisis Watch January 2020", 31/01/2020.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ ICG, "Crisis Watch February 2020", 28/02/2020.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ ICG, "Crisis Watch March 2020", 03/04/2020.

12 mars 2020 : 16 gardes forestiers sont portés disparus à l'issue d'une attaque djihadiste menée contre une station de gardes forestiers près de Tamou¹⁸⁵.

12 mars 2020 : un groupe djihadiste tue 9 gardes nationaux près d'Ayorou¹⁸⁶

2 avril 2020 : selon les autorités nigériennes, 4 militaires et 63 jihadistes sont tués dans le département d'Abala, lors d'un accrochage entre les FAN et un groupe de terroristes lourdement armés transportés à bord de plusieurs véhicules et d'une cinquantaine de motos. Les soldats étaient en mission dans le cadre de l'opération anti-terroriste *Almahaou*.¹⁸⁷

10 mai 2020 : vingt personnes ont perdu la vie le 10 mai 2020 lors d'attaques contre trois villages (Gadabo, Zibane Koira-Zeno et Zibane-Tegui) administrés par la commune d'Anzourou située à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Tillabéri. Selon le gouverneur de la région de Tillabéri, ces attaques ont été menées par des bandits armés venus sur plusieurs motos. Les assaillants ont tué vingt villageois, pillé des boutiques pour prendre des céréales et volé du bétail avant de partir en direction du Nord, vers le Mali¹⁸⁸.

5.2. Chronologie des incidents sécuritaires dans la région de Diffa

Janvier 2019 : dans la région du Lac Tchad, le gouvernement a déclaré que l'opération terminée le 3 janvier 2019 (qui a duré une semaine et impliqué 700 soldats de l'armée de terre et de l'aviation) s'est soldée par la mort de 287 présumés membres de BH.¹⁸⁹

28 janvier 2019 : des membres de BH attaquent la ville de Bosso, tuant au moins 4 personnes¹⁹⁰.

1^{er} février 2019 : six personnes sont tuées dans le village de Bagué Djaradi lors d'un règlement de compte présumé entre factions rivales de BH.¹⁹¹

13 février 2019 : dans la région de Bosso, des assaillants non identifiés attaquent des forces de sécurité près de Dogondoutchi, tuant deux gendarmes et un civil.¹⁹²

15 février 2019 : de présumés membres de BH attaquent des installations militaires à Chétimari, tuant sept soldats¹⁹³.

17 février 2019 : deux femmes membres de BH se font exploser dans un camp de réfugiés près de Bosso, tuant 4 civils¹⁹⁴.

22 février 2019 : de présumés membres de BH attaquent le village de Garin Amadou près de Bosso, faisant au moins 4 morts et 7 disparus¹⁹⁵.

Mars 2019 : en mars 2019, 88 civils ont été tués par BH au Niger, dont les attaques ont contraint plus de 18 000 personnes à fuir leurs villages, selon les Nations unies, qui

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ France Info, 06/04/2020, art.cit.

¹⁸⁸ France 24, 10/05/2020, art.cit.

¹⁸⁹ ICG, "Crisis Watch January 2019", 31/01/2019.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ ICG, "Crisis Watch February 2019", 28/02/2019.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*

s'alarmant de la « détérioration rapide de la situation sécuritaire » dans la zone de Diffa. L'armée nigérienne multiplie les opérations aériennes et terrestres, mais ne parvient pas à contenir les assauts des djihadistes retranchés dans des zones marécageuses du lac Tchad et dans des localités nigériennes sous leur contrôle¹⁹⁶.

9 avril 2019 : ISWAP mène une attaque-suicide contre la gendarmerie de Diffa, lors de laquelle 2 gendarmes sont tués et 5 autres blessés. Le 26 avril, pour la première fois dans la région, ISWAP attaque les installations d'une organisation humanitaire¹⁹⁷.

3 juin 2019 : le gouvernement nigérien déclare avoir déjoué des attaques à Diffa et à Niamey et que les forces de sécurité ont tué 53 djihadistes présumés le 2 juin 2019 lors d'une opération de la Multinational Joint Task Force (MNJTF) aux abords du Lac Tchad.¹⁹⁸

8 juin 2019 : ISWAP a revendiqué des enlèvements et des meurtres de chrétiens près de Bosso.¹⁹⁹

9 juin 2019 : de présumés membres de BH enlèvent 13 personnes à Alangayari²⁰⁰.

10 juin 2019 : BH diffuse un ultimatum pour sommer les Chrétiens de quitter la région de Diffa.²⁰¹

12 juin 2019 : des affrontements entre Peul et Kanouri à Loumbouram provoquent la mort de 4 personnes²⁰².

Mi-juin 2019 : des affrontements entre éleveurs et cultivateurs à Chetimari entraînent la mort de 11 personnes²⁰³.

15 juin 2019 : de présumés membres de BH tuent un travailleur associatif et son chauffeur à Tcholori²⁰⁴.

Juillet 2019 : dans la région de Diffa, les attaques meurtrières se sont poursuivies et les enlèvements de femmes et de jeunes filles ont augmenté²⁰⁵.

2 juillet 2019 : de présumés membres d'ISWAP auraient enlevé 12 personnes à Kola Manga, notamment deux femmes et quatre filles.²⁰⁶

6 juillet 2019 : au moins huit filles ont été enlevées à Tchoungoua ; une autre fille a été enlevée à Toumour le lendemain²⁰⁷.

10 août 2019 : quatre soldats sont tués quand leur véhicule roule sur une mine près de Bosso²⁰⁸.

¹⁹⁶ Ouest-France, 10/04/2019, art.cit.

¹⁹⁷ ISS, 28/05/2019, art.cit.

¹⁹⁸ ICG, "Crisis Watch June 2019", 01/07/2019.

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ ICG, "Crisis Watch July 2019", 31/07/2019.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ ICG, "Crisis Watch August 2019", 31/08/2019.

23 août 2019 : BH auraient tué 12 civils à Lamana (district de Gueskero).²⁰⁹

Septembre 2019 : des villageois de la région de Diffa affirment que des incursions meurtrières sont menées presque quotidiennement dans leur région par BH, en particulier ISWAP.²¹⁰

Du 17 au 19 septembre 2019 : une centaine d'individus armés se déplaçant en moto auraient perpétré plusieurs attaques contre les civils sur les deux côtés de la frontière (Niger-Nigéria).²¹¹

1^{er} décembre 2019 : de présumés membres de BH auraient tué trois personnes dans le village de Riari (près de Bosso)²¹²

7 décembre 2019 : dans la région de Diffa, 125 anciens membres de BH achèvent leur participation à un programme de déradicalisation à Goundamaria. Le gouvernement a déclaré qu'ils pourront commencer à regagner leurs villages à partir du 9 décembre 2019²¹³.

7 décembre 2019 : de présumés djihadistes enlèvent dix femmes et jeunes filles dans la commune de Gueskerou²¹⁴

9 janvier 2020 : des membres présumés de BH auraient enlevé 18 civils à Toumour²¹⁵

3 février 2020 : de présumés membres de BH tuent des civils dans les villages de Kangouri et Makintari²¹⁶.

7 février 2020 : dans le village de Gogone, des membres d'ISWAP tuent six individus accusés de soutenir la faction d'Abubakar Shekau (JAS)²¹⁷.

11 et 12 février 2020 : des djihadistes présumés enlèvent cinq civils près du village de Ngagam²¹⁸.

12 et 13 février 2020 : des habitants du village de Lamana tuent un nombre indéterminé de djihadistes présumés²¹⁹.

18 février 2020 : 20 réfugiés nigériens décèdent lors d'une bousculade survenue lors d'une distribution d'aide humanitaire²²⁰.

5 mars 2020 : des membres résumés BH enlèvent 10 civils à Gueskéro, puis les relâchent le lendemain²²¹.

7 mars 2020 : des membres présumés de BH attaquent le camp militaire de Chetima, tuant au moins huit soldats²²².

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ ICG, "Crisis Watch September 2019", 30/09/2019.

²¹¹ OCHA, « Niger, Rapport de situation », dernière mise à jour le 26 septembre 2019, art.cit.

²¹² ICG, "Crisis Watch December 2019", 31/12/2019.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ ICG, "Crisis Watch January 2020", 31/01/2020.

²¹⁶ ICG, "Crisis Watch February 2020", 28/02/2020.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ ICG, "Crisis Watch March 2020", 03/04/2020.

²²² *Ibid.*

Dans la nuit du 12 au 13 mars 2020 : 14 villageois sont tués dans cinq villages de la région de Diffa²²³.

14 mars 2020 : l'armée repousse une attaque menée par de présumés membres de BH contre un poste militaire à Toumour, et tue 50 assaillants²²⁴.

Du 7 au 16 mars 2020 : deux positions militaires sont attaquées par des groupes armés, à Chétima Wango le 7 mars 2020, et à Toumour le 16 mars 2020. Une autre attaque est menée contre le village de Garin Dogo (Gueskérou) dans la nuit du 11 au 12 mars 2020, où plusieurs boutiques sont incendiées. Plusieurs cas de décès et de personnes blessées sont rapportés à la suite de ces attaques. Au total, 38 victimes sont enregistrées en mars 2020, dont 23 personnes tuées, 11 blessées et 4 personnes enlevées.²²⁵

17 mars 2020 : un engin explosif improvisé explose au passage d'un véhicule à Soungouy (Chétimari). Les passagers revenaient de la pêche au bord de la rivière Komadougou Yobé²²⁶.

19 mars 2020 : selon un communiqué du ministère de la Défense, « Les éléments des forces armées nigériennes déployés dans la région de Diffa ont mené une opération sur les îles nigériennes du lac Tchad du 10 au 16 mars, [qui] a permis d'éliminer Ibrahim Fakoura, un des chefs de faction de Boko Haram, et plusieurs de ses compagnons »²²⁷.

21 mars 2020 : quatre personnes sont mortes quand leur véhicule a sauté sur un engin explosif enfoui sur une route déserte. L'explosion a eu lieu à l'ouest de la commune de Toumour. Le véhicule transportait notamment des élèves et des étudiants qui rentraient chez eux après la fermeture de leurs écoles, dans le cadre de la prévention contre la pandémie COVID-19.²²⁸

3 mai 2020 : selon les autorités nigériennes, deux soldats ont été tués, et trois autres ont été blessés dans l'attaque du poste frontière de Diffa. ISWAP a revendiqué cette attaque par le biais d'une vidéo de propagande montrant des assaillants armés s'emparer d'un camp de l'armée nigérienne²²⁹. Ce même jour, une action coordonnée des forces armées nigériennes et nigérianes a permis la neutralisation de 50 terroristes au niveau d'une localité nigériane située à 45 km au sud de Toumour²³⁰.

5.3. Chronologie des événements survenus dans d'autres régions du pays

1^{er} janvier 2019 : dans la région de Maradi (Sud), une opération militaire conjointe (Niger et Nigéria) menée contre « un groupe d'extrémistes et de bandits infiltrés » aurait coûté la vie à 5 soldats nigériens et autant de soldats nigériens²³¹.

3 février 2019 : 121 membres du Mouvement pour la justice et la réhabilitation du Niger (MJRN) se rendent à l'armée à Madama (région d'Agadez) après avoir quitté le sud de la Libye. Le 8 février, le MJRN nie toutes défections et déclare que ceux qui se sont rendus étaient des migrants économiques²³².

²²³ *Ibid.*

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ OCHA, 31/03/2020, art.cit.

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ Le Monde, 20/03/2020, art.cit.

²²⁸ Xinhua, 22/03/2020, art.cit.

²²⁹ France 24, 05/05/2020, art.cit.

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ ICG, "Crisis Watch January 2019", 31/01/2019.

²³² ICG, "Crisis Watch February 2019", 28/02/2019.

10 février 2019 : dans la perspective de l'élection présidentielle, le parti au pouvoir (le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme, ou PNDS-Tarayya) désigne le ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, comme son candidat pour succéder au Président Issoufou qui, selon la Constitution, ne peut pas effectuer de troisième mandat²³³.

18 février 2019 : des assaillants non identifiés tendent une embuscade et tuent le commandant militaire de la base de Dirkou (région d'Agadez) en route pour la capitale²³⁴.

18 juin 2019 : dans le nord de Niamey, des hommes armés non-identifiés attaquent un poste de police, tuant deux policiers²³⁵.

Juillet 2019 : des groupes djihadistes ont continué de mener de violentes attaques dans l'Ouest et le Sud-est du pays, notamment des enlèvements de civils et des attentats-suicides avec des voitures piégées.²³⁶

Août 2019 : de violentes attaques contre des civils continuent dans le sud-est et l'ouest du pays, en dépit d'une baisse des attaques menées contre les forces de sécurité. Dans la région de Diffa, les enlèvements de femmes, de commerçants et de chefs traditionnels se sont poursuivis²³⁷.

28 septembre 2019 : près de 2 000 personnes manifestent dans les rues de Niamey pour protester contre la réforme du code électoral et la Commission électorale²³⁸.

Novembre 2019 : ancien président de l'Assemblée nationale et candidat à l'élection présidentielle de 2016, Hama Amadou est revenu au Niger le 14 novembre après trois années d'exil en France et au Bénin. Le 18 novembre, Amadou s'est livré aux autorités et a été emprisonné, condamné à huit mois d'emprisonnement pour trafic de bébés. Opposition a continué de boycotter commission électorale et le code électoral adopté en juin 2019, qui écarte de la course présidentielle (élection présidentielle prévue en décembre 2020 et janvier 2021) tout candidat potentiel ayant été condamné à au moins un an de prison, rendant ainsi Hama Amadou inéligible²³⁹.

4 janvier 2020 : les forces de sécurité dispersent un sit-in long de plusieurs semaines à Agadez devant les bureaux de l'UNHCR. Elles arrêtent 335 protestataires et contraignent les autres à retourner dans leurs camps.²⁴⁰

13 janvier 2020 : le gouvernement limoge le Chef d'état-major des armées (CEMA)²⁴¹.

17 janvier 2020 : des gaz lacrymogènes sont employés par les forces de sécurité pour disperser des manifestants à Niamey qui réclament le départ des forces françaises présentes au Niger. Cette manifestation fait suite à la rencontre organisée à Pau le 13 janvier, entre les chefs d'Etat du G5 Sahel et le Président Macron, pour préparer le renforcement de la coopération militaire dans le cadre de la lutte contre la menace djihadiste au Sahel.²⁴²

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ ICG, "Crisis Watch June 2019", 01/07/2019.

²³⁶ ICG, "Crisis Watch July 2019", 31/07/2019.

²³⁷ ICG, "Crisis Watch August 2019", 31/08/2019.

²³⁸ ICG, "Crisis Watch September 2019", 30/09/2019.

²³⁹ ICG, "Crisis Watch November 2019", 30/11/2019.

²⁴⁰ ICG, "Crisis Watch January 2020", 31/01/2020.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² *Ibid.*

27 février 2020 : l'Union Africaine (UA) annonce le déploiement temporaire d'une force de 3 000 hommes pour combattre les groupes djihadistes au Sahel.²⁴³

En mars 2020, en réponse à la propagation du COVID 19, le gouvernement nigérien ferme les frontières terrestres et décrète interdiction des vols internationaux à usage commercial, pour une période renouvelable de deux semaines²⁴⁴.

5 mars 2020 : les forces de sécurité arrêtent un blogueur, Mamane Kaka Touda, accusé de troubles à l'ordre public après avoir évoqué la présence de présumés malades du COVID 19 à l'hôpital de Niamey. Ce blogueur est relâché le 26 mars après avoir été condamné à trois mois de prison avec sursis²⁴⁵.

13 mars 2020 : pour lutter contre la propagation du COVID-19, le gouvernement a annoncé l'interdiction de tout rassemblement d'au moins 1000 personnes²⁴⁶.

15 mars 2020 : un rassemblement a été organisé à Niamey, pour dénoncer un détournement de fonds publics pour l'achat de matériel d'armement destiné à lutter contre le terrorisme. Les organisateurs avaient déclaré ce rassemblement avant la publication du communiqué du conseil des ministres et n'avaient par la suite pas reçu de notification d'arrêté d'interdiction. Les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser le rassemblement. Les tirs de gaz seraient à l'origine d'un incendie sur le toit d'un marché de Tagabati ayant causé la mort d'au moins 3 personnes.²⁴⁷

Du 15 au 17 mars 2020 : au moins 15 personnes ont été interpellées et détenues dans les locaux de la police judiciaire pour « participation à une manifestation interdite et complicité d'incendie volontaire ». Plusieurs de ces activistes avaient déjà été arrêtés en 2018 dans le cadre d'une vague d'arrestations liée aux protestations contre la loi de finances de 2018. Plusieurs ONG soulignent leurs préoccupations face à la montée croissante de la répression de la société civile au Niger et l'instrumentalisation des risques liés à la pandémie du COVID-19 pour asphyxier l'espace civique, notamment les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique, d'association, et de participation politique garantis par les obligations internationales et par la Constitution du Niger.²⁴⁸

Fin mars 2020 : le Président Issoufou gracie 1 540 détenus, pour réduire la population carcérale, notamment une figure de l'opposition, Hama Amadou²⁴⁹.

²⁴³ ICG, "Crisis Watch February 2020", 28/02/2020.

²⁴⁴ ICG, "Crisis Watch March 2020", 31/03/2020.

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ FIDH, « Niger – Des organisations de la société civile demandent aux autorités de mettre un terme au harcèlement des défenseurs des droits humains », 24/03/2020.

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ ICG, "Crisis Watch March 2020", 31/03/2020.

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2020.

Organisations intergouvernementales

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), « Niger : Région de Diffa, rapport mensuel au 31 mars 2020 », 31/03/2020

<https://reliefweb.int/report/niger/niger-r-gion-de-diffa-rapport-mensuel-au-31-mars-2020>

Protection Cluster et UNHCR, « Rapport d'analyse des données de monitoring de protection, Tillabéri - décembre 2019 », 25/02/2020

<https://reliefweb.int/report/niger/niger-rapport-d-analyse-des-donnees-de-monitoring-de-protection-tillaberi-d-cembre-2019>

ONU Info, « Plus de la moitié des enfants au Niger ont besoin d'aide humanitaire (UNICEF) », 20/02/2020

<https://news.un.org/fr/story/2020/02/1062131>

ONU Info, « Niger : réfugiés morts lors d'une distribution de vivres, le HCR vient en aide aux survivants », 18/02/2020

<https://news.un.org/fr/story/2020/02/1061981>

OCHA, « Niger : Région de Diffa, rapport mensuel au 31 janvier 2020 », 31/01/2020

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ner_rapport_mensuel_sous_bureau_diffa_jan_2020.pdf

OCHA, « Niger, Rapport de situation », dernière mise à jour le 26 septembre 2019

<https://reports.unocha.org/fr/country/niger/>

Institutions nationales

Ministère de l'Intérieur [Niger], site web de la Direction générale de la décentralisation et des collectivités territoriales (DGDCT)

<https://www.decentralisation-niger.org/>

Ministère des Armées [France], « BARKHANE : Le ministre de la Défense du Niger en visite sur la base aérienne projetée de Niamey », dernière mise à jour le 10/04/2020

<https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/breves/barkhane-le-ministre-de-la-defense-du-niger-en-visite-sur-la-base-aerienne-projetee-de-niamey>

Ministère des Armées [France], « BARKHANE : Opération Monclar, 3 questions au chef de corps du GTD Altor », dernière mise à jour le 06/04/2020

<https://www.defense.gouv.fr/operations/actualites2/barkhane-operation-monclar-3-questions-au-chef-de-corps-du-gtd-altor>

Organisation non gouvernementale

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), « Niger – Des organisations de la société civile demandent aux autorités de mettre un terme au harcèlement des défenseurs des droits humains », 24/03/2020

<https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/niger-des-organisations-de-la-societe-civile-demandent-aux-autorites>

Universités, centres de recherches et think tanks

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch March 2020", 03/04/2020

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-march-2020>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch February 2020", 28/02/2020

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-february-2019>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch January 2020", 31/01/2020

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-january-2020>

International Crisis Group (ICG), « Engager le dialogue au Sahel : à Pau un revirement stratégique est nécessaire », 13/01/2020

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/engager-le-dialogue-au-sahel-pau-un-revirement-strategique-est-necessaire>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch December 2019", 31/12/2019

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-december-2019>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch November 2019", 30/11/2019

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/december-alerts-and-november-trends-2019>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch September 2019", 30/09/2019

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-september-2019>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch August 2019", 31/08/2019

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-august-2019-0>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch July 2019", 31/07/2019

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-july-2019>

Institut d'études et de sécurité (ISS), « L'économie du terrorisme dans le bassin du lac Tchad », 10/07/2019

<https://issafrica.org/fr/iss-today/leconomie-du-terrorisme-dans-le-bassin-du-lac-tchad>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch June 2019", 01/07/2019.

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-june-2019>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), « Comment l'État islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel », 21/06/2019

<https://africacenter.org/fr/spotlight/comment-letat-islamique-dans-le-grand-sahara-exploite-les-frontieres-au-sahel/>

Institute for Security Studies (ISS), "What doesn't break Boko Haram in Niger makes it stronger", 28/05/2019

<https://globalsentinelng.com/2019/05/28/what-doesnt-break-boko-haram-in-niger-makes-it-stronger/>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch February 2019", 28/02/2019

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-february-2019>

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch January 2019", 31/01/2019

<https://reliefweb.int/report/world/crisiswatch-january-2019>

International Crisis Group (ICG), « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », Rapport Afrique N° 261, juin 2018

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique>

Médias

Maliactu.net, « Mali : Niger : nouvelle attaque jihadiste dans la région de Tillabéri », 12/05/2020

<https://maliactu.net/mali-niger-nouvelle-attaque-jihadiste-dans-la-region-de-tillaberi/>

France 24, « Niger : série d'attaques meurtrières dans l'Ouest », 10/05/2020

<https://www.france24.com/fr/20200510-niger-s%C3%A9rie-d-attaques-meurtri%C3%A8res-dans-l-ouest>

France 24, « Au Niger, attaque jihadiste meurtrière aux portes de Diffa », 05/05/2020

<https://www.france24.com/fr/20200505-au-niger-attaque-jihadiste-meurtri%C3%A8re-aux-portes-de-diffa>

Le Monde, « Un groupe djihadiste issu de Boko Haram exécute un soldat tchadien », 28/04/2020

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/28/un-groupe-djihadiste-issu-de-boko-haram-execute-un-soldat-tchadien_6037987_3212.html

Mali7.net, « Paris et G5 sahel sollicitent le Tchad dans la zone des trois frontières », 28/04/2020

<https://mali7.net/2020/04/28/paris-et-g5-sahel-sollicitent-le-tchad-dans-la-zone-des-trois-frontieres/>

Le Point, « Le Tchad affirme s'être débarrassé de Boko Haram », 07/04/2020

https://www.lepoint.fr/afrique/le-tchad-affirme-s-etre-debarrasse-de-boko-haram-07-04-2020-2370299_3826.php

Francetvinfo.fr, « Le Niger pris dans la spirale des attaques jihadistes », 06/04/2020

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-niger-pris-dans-la-spirale-des-attaques-jihadistes_3902131.html

Niger capital, « Quatre personnes tuées par un engin explosif dans le sud-est », 22/03/2020

www.nigercapital.info/societe/5163-quatre-personnes-tuees-par-un-engin-explosif-dans-le-sud-est.html

Le Monde, « Le Niger annonce avoir tué Ibrahim Fakoura, « figure de proue » de Boko Haram », 20/03/2020

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/20/le-niger-annonce-avoir-tue-ibrahim-fakoura-figure-de-proue-de-boko-haram_6033778_3212.html

Xinhua, « (Bilan 2019) Dégradation continue de la situation sécuritaire au Niger », 01/01/2020

<http://www.nigercapital.info/societe/4979-bilan-2019-degradation-continue-de-la-situation-securitaire-au-niger.html>

Le Monde, « La zone des « trois frontières », point brûlant de la guerre au Sahel », 27/11/19

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel_6020752_3212.html

Francetvinfo.fr, « Niger : l'Etat islamique dans le grand Sahara s'attaque à la chefferie traditionnelle », 26/11/2019

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/niger-l-etat-islamique-dans-le-grand-sahara-s-attaque-a-la-chefferie-traditionnelle_3719431.html

Agence Nigérienne de Presse (ANP), « Prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa et de Tillabery », 21/09/2019

<http://www.anp.ne/?q=article/prorogation-de-l-etat-d-urgence-dans-les-regions-de-diffa-et-de-tillabery>

Sahelien.com, « Niger : à Diffa, la situation sécuritaire reste précaire », 15/08/2019

<https://sahelien.com/niger-a-diffa-la-situation-securitaire-reste-precaire/>

RFI, « Niger : l'insécurité pousse Médecins sans frontières à quitter Mainé Soroa », 11/08/2019

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190811-niger-medecins-frontieres-msf-quitte-maine-soroa-boko-haram-securite>

Sahelien.com, « Niger : malgré l'opération Dongo, la situation sécuritaire demeure alarmante à Tillabéri », 23/07/19

<https://sahelien.com/niger-malgre-loperation-dongo-la-situation-securitaire-demeure-alarmante-a-tillaberi/>

Ouest-France, « Boko Haram. Attaque en cours à Diffa au Niger : au moins un gendarme tué », 10/04/2019

<https://www.ouest-france.fr/terrorisme/boko-haram/boko-haram-attaque-en-cours-diffa-au-niger-au-moins-un-gendarme-tue-6304085>.

SEIGNOBOS Christian, « Boko Haram a été le révélateur de toutes les haines de voisinage », Le Monde, 03/01/2019

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/03/boko-haram-a-ete-le-revelateur-de-toutes-les-haines-de-voisinage_5404864_3212.html

Le Monde, « Terrorisme : Niamey décrète « l'état d'urgence » dans trois départements proches du Burkina Faso », 01/12/18

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/01/terrorisme-niamey-decrete-l-etat-d-urgence-dans-trois-departements-proches-du-burkina-faso_5391129_3212.html

Le Point, « Niger : Diffa, cette ville que Boko Haram a plongé dans la torpeur économique », 14/11/2018

https://www.lepoint.fr/economie/niger-diffa-cette-ville-que-boko-haram-a-plongee-dans-la-torpeur-economique-14-11-2018-2271404_28.php

Sahélien.com, « Niger/Diffa : la situation sécuritaire s'est améliorée, l'économie reste étranglée par la crise », 03/03/2017

<https://sahelien.com/nigerdiffa-la-situation-securitaire-sest-amelioree-leconomie-reste-etrangee-par-la-crise/>

Niger Capital, « Manif contre la fermeture des mosquées au Niger », s.d.

<http://www.nigercapital.info/religion/5167-manif-contre-la-fermeture-des-mosques-au-niger.html>